

BULLETIN DU CEGES

n° 33 / Hiver 1999

'30-'50

'30-'50

*Bulletin du
Centre d'Études et de
Documentation
"Guerre et Sociétés
contemporaines"*

*Résidence Palace - Bloc E
Rue de la Loi 155 - Bte 2
B - 1040 Bruxelles
Tél.: 02 / 287 48 11
Fax: 02 / 287 47 10
cegesoma@cegesoma.be*

Heures d'ouverture
*Du lundi au vendredi
de 9 à 12 et de 13 à 17h.*

Direction
José Gotovitch

Rédaction
*Isabelle Ponteville
Emmanuel Debruyne*

Traitement de texte
Mise en page
Anne Bernard

Impression et brochage
Moussa Lasouad

Editeur responsable
*J. Gotovitch
Rue H. Maubel, 52
1190 Bruxelles*

Editorial 3

In memoriam 4

Nos collections

Acquisitions du secteur Archives 6

Archives dans *Pallas* 7

Archives du *Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg (Kiev)* 11

Audiovisuel 16

Bibliothèque 18

En chantier

L'Exposition universelle de Bruxelles 1958 20

De la crise à la guerre. L'engagement de la noblesse 21

La Commission des Biens juifs 22

Le pillage des diamantaires juifs 22

Initiatives

Séminaires 24

Journée d'hommage au professeur Lory 27

Catholicisme de gauche en Europe occidentale 29

Colloque sur les bâtiments militaires historiques 30

Pacifisme, valeur universelle ? Colloque au Mundaneum 31

Les Amis du Ceges 32

Informatique 34

A l'étranger

Les entreprises sous les régimes fascistes en Europe 35

L'Histoire comme discussion sans fin 37

Le gouvernement belge à Sauveterre de Guyenne 41

Un colloque consacré au Limbourg néerlandais 45

Le Renseignement radio au cours de la guerre froide 47

Gros plan

L'histoire de l'espionnage aux Pays-Bas 48

Dossier "Internet et Histoire"**Illustrations**

*Les croquis et peintures émaillant ce Bulletin proviennent de
l'exposition organisée par les "Amis du Ceges"*

Qu'écire au seuil de l'an 2000 qui n'ait déjà été répété partout ? Je choisirai donc d'évoquer la fin de notre année jubilaire à nous, 1999, qui marque trente années d'existence de l'imprononçable CREHSGM devenu CEGES, acronyme perçu parfois comme peu explicite.

C'est en 1969 en effet que s'installait dans ses modestes meubles un centre dédié à l'étude de la seconde guerre mondiale. Six scientifiques, une secrétaire, des miliciens...un énorme retard sur nos voisins et...beaucoup d'appétit.

Quelques kilomètres courants d'archives et d'imprimés plus loin, une trentaine de collaborateurs de tous types et statuts, quelques engagements pionniers repris depuis par beaucoup (la publicité et le service immédiats des fonds rassemblés, la quête des archives privées, l'histoire orale, l'exploitation systématique des archives allemandes, un bulletin de liaison gratuit, la coopération systématique avec les Universités de tout le pays, aujourd'hui l'intégration complète des collections), ce qui n'était qu'un centre "spécifique et provisoire auprès des AGR" a gagné sa reconnaissance au sein de la famille des institutions scientifiques et culturelles fédérales. Sans forfanterie déplacée, les résultats ont dépassé les prévisions à plus court terme des initiateurs. L'élargissement du champ des compétences, s'il n'est pas toujours aisé à faire comprendre et à assurer sur le terrain, s'avère déjà très riche de réalisations et plus encore de promesses.

Cette année 2000 verra l'application au CEGES des normes de fonctionnement nouvelles de ces institutions avec le cortège d'exigences administratives et financières que cela implique. C'est pour nous un surcroît de travail que compense l'atténuation des craintes que l'on pouvait légitimement formuler quant à l'avenir de ces institutions.

Notre souhait, notre volonté bien arrêtée est d'utiliser les modes de communication nouveaux pour améliorer encore la souplesse, la disponibilité, la transparence envers le public des utilisateurs du Centre. Le public et non les 'clients', le service et non 'la rentabilité'. Dans la marée technocratique qui tente de nous submerger et que l'informatique mal digérée et 'pervertie' pourrait encourager, nous devons revendiquer, nous revendiquons donc, une prise en compte humaniste et réfléchie des besoins et des résultats. Tout ne peut se réduire à des courbes et des chiffres, quoiqu'il faille les assumer et les intégrer dans le jugement et l'évaluation.

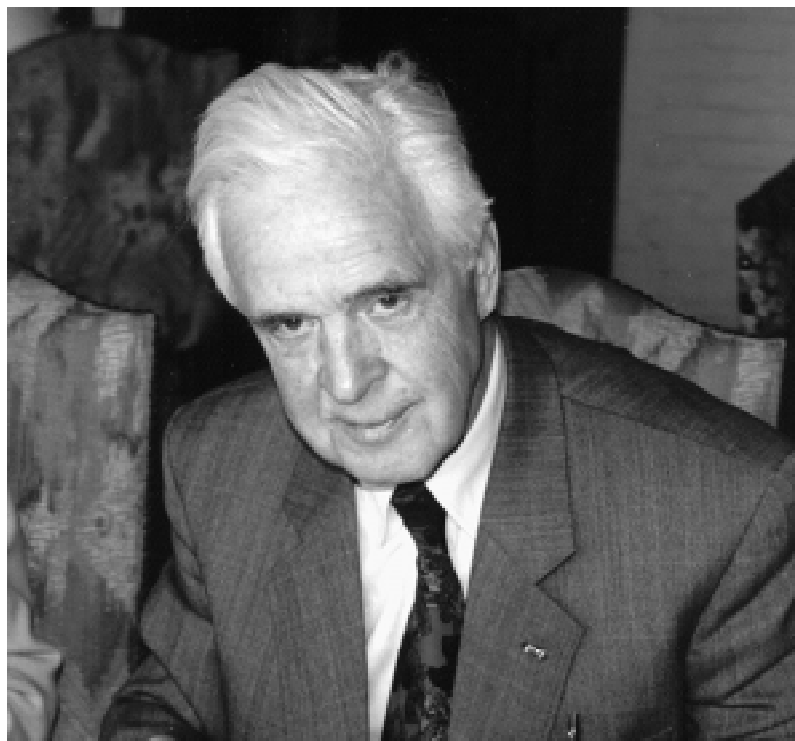
A quelques semaines près, et grâce aux divers soutiens dont nous avons bénéficié, l'ordre de marche pour 2000 a été respecté. Ses divers aspects sont abordés dans ce numéro de 30-50. Et si le dossier consacré aux sites WEB se penche un peu dans l'assiette des voisins, c'est que notre mise en marche plus tardive veut se nourrir – très modestement donc – de l'expérience des autres.

José Gotovitch
Directeur

In memoriam

Le 5 décembre 1999 décédait à Auderghem, entouré de tous les siens, le président de notre ASBL “Les Amis du Centre”, le lieutenant colonel hre **Georges Michotte**.

Né à Ostende le 5 avril 1918, G. Michotte effectue des études militaires. Chef de peloton au 4ème Régiment de Ligne quand la campagne des 18 jours éclate, il est



(Photo famille Georges Michotte)

blessé dans la contre-attaque de la Lys.

Résistant depuis mars 1941 (Légion belge et Parti national à Bruges), il est dénoncé et arrêté le 25.7.1941. Il sera incarcéré à la prison d'Anvers jusqu'en décembre de la même année. En juin 1942, il est pris parmi 50 otages en

représailles d'actes de sabotage dans le port d'Anvers. Il ira alors à la prison de Saint-Gilles, puis sera envoyé comme *Nacht und Nebel* en Allemagne (Bochum, Wuppertal). Il est condamné à mort et à deux ans de prison pour faits d'espionnage et aide à l'ennemi, le 6 mai 1943. Durant son procès, il se rend responsable de la totalité des faits et permet ainsi à 39 accusés d'être acquittés. En juillet 1943, Georges Michotte est envoyé à la prison de Essen et sa peine de mort est exceptionnellement commuée en 10 ans de prison. Il séjournera par après à la prison de Sonnenburg puis à celle de Wolfenbüttel, toujours comme prisonnier politique *NV* jusqu'au 10 avril 1945. Grâce à son sang-froid, il échappe de justesse avec 12 autres prisonniers malades à une exécution par la police *SS* durant leur évacuation vers Brandenburg. Libéré le 27 avril

1945, il rentre chez lui en juillet de la même année après un séjour dans un hôpital russe.

Détenteur de nombreuses décorations (Commandeur de l'Ordre de la Couronne, Médaille de la Résistance, Croix du Prisonnier politique avec 9 étoiles,), à l'image de ce qu'il avait été durant la guerre, il restera engagé et au service des autres jusqu'à la fin de sa vie. Il sera notamment co-fondateur de la Confédération nationale des Prisonniers politiques et Ayants droit de Belgique/CNPPA (administrateur de 1950 à 1954 et président de la section locale de Bruges de 1948 à 1954, administrateur et secrétaire national depuis 1977), membre du Comité de Contact des Associations patriotiques.

Avec le décès de Georges Michotte, le CEGES perd un ancien membre de son comité scientifique et surtout celui qui était le Président de son asbl depuis ses débuts en 1991. Comme tel et malgré son état de santé déclinant, il en appuya et encouragea toutes les initiatives en payant de sa personne, que ce soit le concours de récits de guerre ou tout dernièrement, le concours de dessins et peintures, auquel il tint à participer. Son intérêt pour l'institution était sincère et profond et toujours témoigné avec la plus grande gentillesse.

Dessinateur de talent et auteur de *A l'ombre de la guillotine 1940-1945. Le récit d'un condamné à mort "Nacht und Nebel"*, c'est une personnalité attachante, réservée et surtout très dévouée dont nous déplorons aujourd'hui le départ.

Isabelle Ponteville

Archives

Les acquisitions

Pour ne pas lasser outre mesure le lecteur déjà surchargé d'informations, nous nous bornerons dans cette rubrique à évoquer de manière succincte les principaux fonds d'archives acquis cette année.

Le groupe *Organismes de nature privée* s'est enrichi de quelques mètres d'archives en provenance de la Maison du Combattant de Bruges. Ce fonds a trait à l'administration et à l'action des sections locales de l'Association des Croix de Feu, de la Fédération nationale des Combattants, des Vétérans d'Albert Ier et de Léopold III, de la Fédération nationale des Invalides de Guerre, de la Fédération nationale des Anciens Prisonniers de Guerre et de la CNPPA. Il peut être particulièrement intéressant pour l'étude de milieux 'patriotiques' déterminés. Le secrétariat des Missions protestantes en Afrique a déposé chez nous ses archives. Elles couvrent une période s'étendant de 1930 à 1990 et sont d'un grand intérêt, notamment pour l'étude des missions non catholiques au Congo.

Dans le groupe *Collections de documents et enquêtes* sont à relever deux acquisitions importantes. La veuve de Jean Temmerman a déposé au Centre la collection que son mari avait constituée sur les para-commandos belges et qu'on peut en quelque sorte considérer comme les archives officieuses des anciens para-commandos. En outre, nous a aussi été confiée l'enquête sur la Seconde Guerre mondiale menée auprès des anciens élèves

francophones des collèges jésuites de Belgique.

Le groupe *Séries d'archives étrangères* s'est enrichi par achat, de microfilms provenant de l'*Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg (Belgien)* (voir par ailleurs dans le bulletin).

Enfin, à propos du groupe *Archives personnelles*, il convient d'attirer l'attention sur une acquisition importante tant sur le plan qualitatif que quantitatif, à savoir les archives d'Etienne Woestyn, directeur-général des services de contrôle du ravitaillement sous l'occupation. Une belle pièce pour les thèmes "politique du moindre mal et accommodation" et "organisation corporative de la société".

Par ailleurs, 44 **journaux personnels et manuscrits** – auxquels il faut encore ajouter 3 compléments d'anciens JP – ont, cette année, enrichi nos collections. Si la plupart concernent, comme d'habitude, la Seconde Guerre mondiale, 8 d'entre eux ont trait à d'autres périodes du XXe siècle. On notera en particulier l'apport de 4 journaux personnels relatifs à la Première Guerre mondiale. Parmi les textes relatifs au second conflit mondial, ce n'est pas, pour une fois, le thème de la résistance qui prédomine (tout de même 9 cas ½), mais bien celui de la répression et de la déportation en Allemagne (10 cas ½). Ces deux sujets devançant quelque peu un autre thème abordé

d'ailleurs souvent dans les mêmes témoignages écrits, à savoir le destin des Juifs (7 cas), et plus largement des sujets traditionnellement bien représentés dans nos collections, comme la campagne de mai-juin 1940 et l'exode (4 cas), la vie quotidienne (3 cas ½) ou la collaboration (2 cas). Notons encore que la période de la libération (septembre 1944-automne 1945) est également bien mise en valeur (4 cas). Sur le plan de la langue utilisée, le français domine toujours, puisque 29 textes sont écrits dans cette langue contre 12 en néerlandais.

Parmi ces documents, mérite d'être signalée l'étude fouillée réalisée par Willy Massin à propos de la mise en place et du fonctionnement, dans le cadre de la répression de la collaboration après la Seconde Guerre mondiale, du camp d'internement de Bourg-Léopold et de ses "centres miniers pénitentiaires annexes" (AB 1691). On relèvera aussi, pour son originalité, le recueil de chansons populaires en français composées en Wallonie sous l'occupation (AB 1666). Notons enfin l'apport de huit nouveaux volumes à notre collection déjà très riche de manuscrits de Pierre Daye (AB 1635).

Dirk Martin & Fabrice Maerten

Les archives dans Pallas

Introduction

Comme mentionné par ailleurs dans ce bulletin, le système d'accès automatisé des collections Pallas est désormais opérationnel. L'aperçu des archives y est également intégré. Les utilisateurs de la salle de lecture peuvent donc dorénavant retrouver, tant via la structure des archives ("feuilleter dans les archives") que via les mots-clés et les mots du titre, les divers fonds et dossiers, qui peuvent comme par le passé être demandés pour consultation. Outre l'aperçu des archives, quelques inventaires sont déjà introduits dans le système; les autres doivent encore provisoirement être consultés sur papier. Lors de la demande de documents, il est recommandé de fournir l'identification numérique la plus précise possible; en d'autres termes, il convient de donner non seulement le numéro du fonds, mais aussi le numéro du dossier ou du docu-

ment mentionné dans l'inventaire auquel renvoie la description générale du fonds en question.

Par ailleurs, nous avons profité du passage du système-papier au système d'accès automatisé, pour fondre l'ancienne structure des archives établie en partie sur base archivistique (par institution, organisation ou en d'autres mots par formateur d'archives), en partie sur base documentaire (par thème), dans une nouvelle structure archivistique. Les anciennes séries ont donc été remplacées par des groupes qui rassemblent des formateurs d'archives comparables (institutions, organisations et personnes). Les groupes les plus importants sont :

1. Institutions belges, y compris la Justice
2. Organismes de nature privée
3. Partis et mouvements politiques, y

- compris mouvements de collaboration
4. Captivité de guerre
 5. Institutions belges en Grande-Bretagne
 6. Administration militaire allemande en Belgique (*Militärbefehlshaber in Belgien*), y compris la Justice
 7. Organisations de résistance et déportation
 8. Entreprises
 9. Collections relatives à divers sujets
 10. Copies d'archives étrangères
 11. Archives personnelles
 12. Journaux personnels et manuscrits
 13. Interviews

Archives d'institutions et d'organisations [1 à 10]

- Le groupe *Institutions belges* a trait aux institutions officielles belges, principalement sous l'occupation. On y trouve des fonds portant sur des institutions très diverses comme, entre autres, le Commissariat belge pour l'Exposition universelle de New York (1939), Radio Bruxelles, la Commission de Contrôle linguistique, la Garde rurale, le Ministère de l'Intérieur, le Service de Contrôle du Ravitaillement de Flandre occidentale, la Centrale du Textile et de l'Artisanat, le Commissariat général à la Reconstruction du Pays et naturellement les secrétaires généraux. Pour l'immédiat après-guerre, ce groupe est représenté par, entre autres, la Commission belge des Crimes de Guerre, l'INR et un fonds important relatif aux réquisitions alliées dans les communes. On trouve aussi dans ce groupe des procès belges liés à la répression et la documentation y afférente grâce auxquels divers aspects de la collaboration (y compris économique) et de la politique de l'occupant peuvent être approfondis.

- Le groupe *Organismes de nature privée* comporte des archives d'organisations d'intérêt général, d'associations privées et d'associations patriotiques jusques et y compris les années 60. Il rassemble aussi des archives d'associations de prisonniers politiques et de déportés de l'après Seconde Guerre mondiale.

- La collaboration est abordée dans le groupe *Partis politiques*. D'importants fonds ont trait à la *DeVlag*, au *VNV*, au *Verdinaso*, à Rex et à de petits mouvements flamands et francophones. Il s'agit de matériel archivistique concernant tant le sommet que les échelons inférieurs. Ce groupe comprend aussi des archives de l'UDB (une tentative de regroupement travailliste postérieure à 1944) et du Parti libéral datant de l'immédiat après-guerre. Proche sur le plan thématique du précédent, le groupe *Organisations syndicales* comprend comme fonds principal celui de l'Union des Travailleurs manuels et intellectuels (UTMI) qui, dans les nouvelles structures autoritaires, devait remplir le rôle de syndicat unique. Le groupe *Mouvements de jeunesse* mérite aussi d'être signalé. Un fonds essentiel de ce groupe est constitué par les archives de la JOC mais on y retrouve également des documents sur divers mouvements de jeunesse nationalistes flamands engagés dans la collaboration.

- Le groupe *Captivité de guerre* comprend notamment les dossiers Hautecler (du nom de celui qui a rassemblé les documents). Il permet une étude détaillée de l'organisation et de la vie des prisonniers de guerre.

- Les Belges (surtout les instances officielles) en Grande-Bretagne (et en Fran-

ce) constituent le sujet du groupe volumineux *Institutions belges en Grande-Bretagne*. Parmi les fonds importants, relevons ceux du Haut Commissariat à la Sûreté de l'Etat, des Services de Renseignement et d'Action de la Sûreté de l'Etat (non consultables), du SERA (le service chargé de l'étude et de l'évaluation des renseignements clandestins transmis à partir de la Belgique occupée), du Ministère de l'Information, du service d'information Inbel, du sous-secrétariat d'Etat au Ravitaillement et, plus modestes, ceux de la Commission pour l'Etude des Problèmes d'Après-Guerre et du Bureau parlementaire.

- De quelle manière la Belgique occupée a-t-elle été gouvernée par les Allemands ? Tel est l'objet du groupe *Militärbefehlshaber in Belgien*, d'une importance capitale. Il est réparti sur base de l'organigramme des compétences des différents services de l'occupant. On y trouve des archives relatives aux organismes civils, à des aspects militaires (surtout pour 1940), au *Kommandostab*, aux *Kommandanturen*, à des dossiers personnels, à la *Siposd* et à la *Militärverwaltung* (le véritable appareil administratif allemand). Les projets politiques, idéologiques et économiques à court et à long terme de l'occupant y sont abordés de même que leur mise en œuvre, les réactions suscitées du côté belge (qu'il s'agisse de la collaboration, de l'accommodation ou de la résistance) et le bilan final de cette politique. Par ailleurs, la lecture des procès allemands instruits sous l'occupation contre des résistants fournit de précieux renseignements sur la résistance. A titre supplétif et parfois même de manière prioritaire, il est nécessaire (et pas seulement pour ce groupe) de consul-

ter les microfilms réalisés aux Etats-Unis après 1945 à partir de tous les documents allemands saisis (connus sous le nom de *German Records microfilmed at Alexandria* ou *GRMA*) et qui, en ce qui concerne la Belgique, ont, pour une large part, été achetés par le Centre.

- Les groupes *Mouvements de résistance*, *Services de Renseignement et d'Action* et *Captivité raciale et politique, et déportation* se rapportent à la résistance et à la répression allemande à l'encontre de cette résistance. Le premier groupe comprend des fonds d'archives concernant l'Armée secrète (AS), le Front de l'Indépendance (FI), le Groupe G, etc. Le groupe *Services de renseignement et d'action* comprend, pour certains services, les rapports complets des informations clandestines transmises à Londres. Ceux-ci donnent une image représentative de l'opinion publique et de la situation 'politique', économique et militaire du pays occupé. La déportation est indissolublement liée aux diverses formes de résistance et à la politique allemande concernant les Juifs. On trouve dans le troisième groupe des informations sur des Belges incarcérés dans une série de camps de concentration (y compris Breendonk) et de prisons.

- Le groupe *Entreprises et institutions financières* concerne des fonds relatifs à diverses entreprises et des dossiers concernant spécifiquement la collaboration économique.

- Le groupe *Collections de documents* rassemble des fonds se rapportant à un certain nombre de thèmes spécifiques tels la collection Eupen-Malmédy, le protestantisme en Belgique, l'An 40, les en-

quêtes relatives au travail obligatoire et à l'Eglise, la libération d'Anvers, la bataille des Ardennes et, d'une grande importance pour la représentation récente de la guerre et de l'occupation, les collections constituées au fil des ans par la VRT et la RTBF à l'occasion de la diffusion de leurs séries consacrées à la Belgique durant la guerre. Le Centre possède en outre une importante collection de tracts clandestins et parachutés (voir la liste des tracts).

- Le groupe *Copies d'archives étrangères* contient des microfilms et des photocopies d'archives étrangères ayant un lien avec la Belgique. Les *GRMA*, indispensables à l'étude de l'administration d'occupation et aux aspects militaires de cette dernière (voir plus haut), en constituent la collection la plus importante. Figurent aussi dans ce groupe la collection *Auswärtiges Amt* (à propos des relations belgo-allemandes avant 1940) et une collection *Bundesarchiv Postdam* (elle se rapporte surtout à des aspects de police politique et à l'économie). Les archives anglo-saxonnes sont représentées grâce aux fonds du *Foreign Office* (relations belgo-britanniques entre 1939 et 1947), de la *BBC* et de l'*OSS-Londres* (précurseur de la *CIA*, à propos de la Belgique en 1944-1945). Les Archives de la Fédération de Russie ont récemment livré des centaines de dossiers portant surtout sur les *Waffen-SS*, des matières d'ordre économique et l'espionnage allemand; de Kiev, nous est parvenue une partie des archives de l'*Einsatzstab Rosenberg Belgien*.

Les archives personnelles

Ce sont des archives rassemblées par des 'personnalités' mais aussi par des gens

ordinaires du fait de leurs fonctions ou de leurs activités. Citons quelques noms connus auxquels sont attachés d'importants fonds : le comte Capelle, Henri De Man, Pierre Daye, Albert De Jonghe, August De Schrijver, Fernand Demany, Emile De Winter, Albert De Vleeschauer, Jan Grauls, le baron Holvoet, Jef Rens, le baron Richard, Gaston Schuind, Paul Struye, Louis Van Brussel, le baron Van Den Bosch, Etienne Woestyn et les gouverneurs de province. Le groupe comprend 500 fonds. Les 70 fonds les plus volumineux concernent la résistance (20), la Belgique occupée et ses diverses institutions (15), les Belges à Londres (10) et, à cinq reprises chaque fois, l'avant-guerre, la collaboration, la vie quotidienne et la culture, la libération et la politique étrangère. Parmi ces fonds les plus riches, un ou deux ont respectivement pour thème les Belges en France, le Congo, les Juifs et les personnes déplacées. Ces fonds ne portent pas uniquement sur la période de guerre; l'entre-deux-guerres et les années postérieures à 1945 sont également représentés.

NB: les numéros de commande de tous les fonds mentionnés ci-dessus doivent être précédés des lettres AA. Pour un microfilm, le numéro de commande doit être précédé par 'mic'.

Les journaux personnels et les manuscrits

Les journaux personnels et les manuscrits (plus de **1.700**) concernent surtout l'année 1940 (l'armée belge, la campagne des 18 jours, les Centres de Recrutement de l'Armée belge [les CRAB], l'exode), la résistance, les prisonniers de guerre, la collaboration, la vie quotidienne, la

déportation et la libération, les Belges à Londres, le Congo, le syndicalisme, les partis politiques et l'avant-guerre.

NB: les numéros de commande de ces fonds doivent être précédés des lettres AB.

Les interviews

L'histoire orale forme une des spécificités du CEGES. Un millier d'interviews de témoins belges de la Seconde Guerre mondiale sont consultables via un répertoire disponible en salle de lecture.

Dirk Martin

Une primeur : les archives du *Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg* conservées à Kiev ont rejoint le Centre

Il est désormais de notoriété publique qu'après l'occupation de l'Allemagne en 1945, l'armée soviétique – tout comme l'armée américaine d'ailleurs – a saisi des tonnes d'archives allemandes provenant des instances nazies et les a emmenées en Union soviétique. Ces documents ont été utilisés durant la guerre froide lors de campagnes contre ce que l'on qualifiait alors de néo-fascisme en Allemagne de l'Ouest. Elles étaient, et sont encore en grande partie, à Moscou, dans les archives Osoby, jadis secrètes.

Ces archives allemandes qui se sont retrouvées en URSS comprenaient également des archives belges, saisies par l'occupant nazi dans notre pays entre 1940 et 1944.

Après la *perestroïka* et la chute du Mur, une série d'institutions d'archives belges ont effectué avec succès des recherches portant à la fois sur des documents belges – tant d'origine privée que publique – et sur des documents allemands relatifs à la période 1940-1944. Pour Moscou, on dispose d'un aperçu assez complet. Une grande partie des documents *allemands* relatifs à la Belgique se trouvant dans les

archives Osoby ont été photocopiés après notre mission à Moscou en 1994 et se trouvent aujourd'hui au CEGES. La Russie n'a encore rien décidé quant à une restitution des documents *belges*; le Ministère des Affaires étrangères suit cette affaire de près.

Ce matériel belge est composé à la fois d'archives mais aussi de bibliothèques et même d'objets d'art émanant tant des collections de l'Etat que de collections privées (syndicats, loges maçonniques, biens juifs). Une partie de ce matériel a quitté la Belgique en 1940-1944 par le biais de l'*Einsatzstab Reichsleiter Rosenberg (ERR)*

Une importante partie des documents internes de l'ERR microfilmés à Kiev

C'est encore au cours de la période soviétique que ces documents ont atterri aux archives centrales d'Ukraine, à Kiev. Au cours des recherches que nous-mêmes et nos collègues avons effectuées dans les ex-archives soviétiques, ce sont Jacques Lust – qui travaillait alors à la division chargée de la récupération des biens culturels dépendant du Ministère des

Affaires économiques – et Wouter Steenhaut de l'AMSAB qui ont découvert les archives de l'ERR. Comme il s'agissait de documents allemands, il a été décidé que le CEGES tenterait de copier une grande partie de ces archives.

Les contacts directs pris dans le courant de l'année 1997 avec les archives centrales de l'Etat n'ayant donné lieu à aucun résultat concret, nous avons fait appel à notre ambassade à Kiev. Au terme de longues négociations menées par l'entremise de l'ambassadeur Vaesen, un accord a finalement été conclu avec Madame Jakovleva des archives de l'Etat. C'est ainsi qu'en mai dernier, nous avons pu consulter pour la première fois les microfilms de ces documents oubliés depuis si longtemps.

Qu'était l'ERR et quelle est l'importance de ces documents consultables chez nous ?

Le *Reichsleiter* Alfred Rosenberg, le philosophe attiré des nazis, était, dès avant la guerre, responsable de l'adoption de toutes les mesures utiles visant à préserver la *Weltanschauung* (conception du monde) national-socialiste dans le cadre de la lutte pour une nouvelle *Lebensordnung* (organisation de la vie) allemande. Après la *Blitzkrieg*, cette mission a été étendue aux territoires occupés, Belgique y compris. C'est dans ce contexte que l'ERR a vu le jour. De fait, le 5 juillet 1940, le commandant en chef de la *Wehrmacht* a communiqué à ses subalternes en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en France que l'ERR (avec la *Gestapo*) serait responsable de la recherche et de la saisie de :

- Matériel intéressant l'Allemagne et se

trouvant dans les bibliothèques et archives publiques.

- Documents et écrits anti-nazis se trouvant auprès des instances ecclésiastiques et dans les loges maçonniques.

Dans notre pays, peu de temps après, un *Hauptarbeitsgruppe Belgien (HAG)* de l'ERR a été mis sur pied. Son siège était établi au numéro 32 de la rue du Châtelain à Ixelles. Le professeur Hans Ebeling en était désigné *Gauhauptstellenleiter*, en d'autres termes, le responsable.

En première instance, le "*HAG Belgien*" s'est lancé avec enthousiasme dans les tâches dont la teneur lui a été communiquée officiellement le 5 juillet. D'intenses recherches ont été menées pour retrouver des sources historiques d'origine allemande ainsi que des ouvrages, publications, documents et objets (d'art) hostiles aux nazis – en bref des biens culturels – auprès d'institutions et de personnes considérées à tort ou à raison comme dangereuses pour l'idéologie nazie. La critique historique nous oblige à dire que ce n'était pas l'esprit de lucre qui était en cause mais la constitution d'une gigantesque collection en vue de l'étude des ennemis idéologiques du national-socialisme. Cette collection devait être centralisée, après la guerre, dans une espèce de "super-université nazie" (dénommée la *Hohe Schule*).

Quoi qu'il en soit, toutes les adresses "suspectes" situées en Belgique ont reçu la visite de l'ERR. Nous disposons désormais en nos locaux des comptes rendus quotidiens de ces activités, d'août 1940 à janvier 1942. Tant des instances officielles, des associations privées, des entreprises commerciales que des individus ont été contrôlés. Il s'agissait de loges, de

synagogues et d'associations sionistes, du parti socialiste et des structures qui lui étaient apparentées, de syndicats, de l'ordre des Jésuites, de musées et de conservatoires, de bibliothèques et de librairies, de Juifs et d'hommes politiques en fuite en France et à Londres, de personnalités du monde culturel et scientifique, bref de toutes les institutions ou personnes qui, en Belgique, représentaient le funeste courant "libéraliste" et "universaliste" et qui pouvaient être considérées comme les ennemis politiques du *Reich*. Sur le plan formel, les hommes de l'*ERR* étaient très polis : là où on ne leur ouvrait pas après qu'ils aient sonné, ils revenaient plus tard. Mais en fin de compte, ils emportaient bien évidemment ce qu'ils voulaient. Ainsi a-t-on "visité" le Grand-Orient à Bruxelles, la loge "La parfaite Intelligence" à Liège, le "Manoir d'Anjou" (le château du prétendant au trône de France à Bruxelles), la bibliothèque du *Vooruit* à Gand, la firme Pathé, le Conservatoire royal de musique, les domiciles des ministres Soudan, Gutt, Spaak et Van Zeeland, le Pen Club, l'Agence Dechenne, l'Union anglo-belge, les maisons de Theo Fleischman, du couple Van Buuren et de Camille Huysmans, le Ministère des Colonies, le Parti ouvrier belge, la revue libérale *Le Flambeau*, l'Ecole des Hautes Etudes à Gand, la loge "Les Amis du Commerce" à Anvers, la bibliothèque des Jésuites à Enghien. Et il ne s'agit là que d'une partie des "visites".

Comme nous l'avons signalé, les rapports quotidiens de l'*ERR* peuvent désormais être consultés. Il en ressort d'ailleurs que tout n'allait pas toujours de soi en la matière. On se plaignait du manque d'argent mais aussi d'autres services allemands dont la collaboration laissait à désirer, en

particulier le *Quartieramt* de la *Militärverwaltung* qui devait régler l'aspect pratique des perquisitions. De même, les résultats ne correspondaient pas toujours aux attentes, certainement pas en ce qui concerne les objets d'art.

Dans les documents apparaissent en outre des Belges qui viennent raconter à l'*ERR* où ils peuvent trouver davantage de pièces et d'autres publications "suspectes". Parmi eux, on retrouve le (trop) fameux libraire bruxellois Bernaerts de même que le célèbre compositeur flamand, Emiel Hullebroeck. D'autres se montrent très coopératifs lors des perquisitions effectuées par l'*ERR* au sein de leur institution; ainsi en va-t-il d'Ernest Claes au Parlement et de Paul Otlet au Mundaneum. Enfin, le transport du matériel se fait via des firmes belges de déménagement.

Voilà donc le type d'éléments que l'on retrouve sur les activités de pillage de l'*ERR*. Mais sur base des documents disponibles dans nos locaux (il ne s'agit pas seulement des rapports mais également de correspondance, de notes et de textes), il apparaît que l'*Einsatzstab* – et cet aspect n'a été que peu mis en lumière jusqu'ici – avait encore d'autres flèches à son arc.

En 1941-1942, au fur et à mesure que les activités que nous avons déjà mentionnées ci-dessus régressaient, les autres tâches de l'*ERR* sont effectivement passées à l'avant-plan. Dans le rapport circonstancié relatif à l'année 1943, établi par le nouveau leader du "*Hag Belgien*", le *Stabseinsatzführer* Hans Muchow, tous ces aspects sont énumérés.

Bien évidemment, les saisies se poursuivent (fin 1943, on dispose par exemple encore d'un stock de plus de 50.000 livres), mais la surveillance et l'orientation idéologiques du pays occupé prennent une place de plus en plus importante. Des contacts sont pris avec les milieux de la collaboration politique et culturelle afin de renforcer à travers eux l'influence de la *Weltanschauung* nazie. Rex et le VNV figurent bien entendu parmi ces groupes mais l'ERR semble avoir une préférence pour l'AGRA (Amis du Grand Reich allemand) d'une part et pour la *DeVlag* (*Deutsch-Vlämische Arbeitsgemeinschaft*) d'autre part. Sur base des documents, il apparaît notamment que toute la formation politique émanant de la *DeVlag* était directement téléguidée par l'ERR.

En tant que chien de garde idéologique, la "*HAG Belgien*" proposait également tous les mois sa vision de la situation du pays. Malheureusement, ces documents n'ont pas été retrouvés dans leur intégralité. En tout cas, les observateurs de l'ERR étaient scandalisés par les chamailleries entre mouvements de collaboration. Des observations fondamentales sont cependant formulées à propos du fait que Berlin ne prenait pas de décision quant au sort de la Belgique et/ou de la Flandre et de la Wallonie dans l'Europe future. Cela permettait certes de continuer à intégrer davantage encore le monde industriel belge dans l'économie de guerre allemande mais cela décourageait, selon l'ERR, les "mouvements de renouveau".

Une deuxième activité dont l'importance allait croissant était l'étude et l'utilisation dans une optique propagandiste des documents saisis et ce tant à l'intention du pays occupé qu'à celle des unités et

services allemands en Belgique. Ainsi, des publications antisémites et anticomunistes d'avant-guerre d'origine non-allemande ont été évaluées, retravaillées et transmises à la presse. Quelques-unes de ces études approfondies peuvent être consultées in extenso dans nos locaux. Des articles prêts à être publiés étaient en outre diffusés, divers textes étaient imprimés et diffusés sous l'étiquette de la *DeVlag* et des éditions de *La Roue Solaire*; des conférences et des expositions (dont la fameuse exposition sur le *Deutsche Grosse*) étaient organisées et des cours dits de la *Wehrmacht* étaient donnés. Parmi les thèmes au programme figuraient les fondements philosophiques du national-socialisme, la notion de l'Etat, la question des races.

La quinzaine de membres du "*HAG Belgien*" (dont cinq Belges) ne manquaient manifestement pas de travail. Quelques étudiants belges et allemands étaient également associés aux travaux d'étude.

En bref, ces nouveaux microfilms donnent (à l'exception de l'année 1942) non seulement une vision très intéressante des activités de pillage de l'ERR mais également du rôle spécifique de l'*Einsatzstab* dans la prise en charge idéologique et propagandiste d'un pays occupé.

Ces deux aspects s'inscrivent dans la lutte spirituelle contre l'idéologie "occidentale". Leur étude pourrait donc contribuer à une contextualisation approfondie des actions de l'ERR en Belgique à l'époque des prémisses idéologiques de la politique culturelle nazie en Europe occidentale.

En ce qui concerne les confiscations d'œuvres d'art, d'or, de diamants et de valeur, nous renvoyons surtout à la *Devisenschutzkommando* et à la *Brüsseler Treuhandgesellschaft*, mais les documents émanant de l'*ERR* constituent une source unique pour repérer les documents écrits et imprimés saisis. Il faut néanmoins mentionner que les documents de travail proprement dits (les listes, les rapports de confiscation) se trouvent encore à Kiev. Quoi qu'il en soit, les documents du CEGES peuvent également être utiles à ceux qui effectuent des recherches sur des biens appartenant

à la communauté juive pillés pendant la guerre.

Malgré leur caractère parfois disparate, nous avons donc estimé qu'il était utile de soustraire ces documents à l'oubli. Ils permettent de jeter un regard neuf sur une série d'aspects moins connus d'un régime d'occupation qui voulait enserrer la Flandre et la Wallonie dans un carcan autoritaire, intolérant et raciste. A partir d'aujourd'hui, ces microfilms sont pour la première fois à la disposition du public scientifique. Nous espérons qu'il en sera fait largement usage.

Dirk Martin

Projet “*Teaching young people about the 2nd world war*”

En 1998, le CEGES et d'autres institutions ont collaboré à une enquête préliminaire menée aux Pays-Bas, en Belgique, au Danemark, en Allemagne et en France sur la manière d'informer la jeunesse sur la Seconde Guerre mondiale et de l'inscrire dans le présent.

Linda Horn a été chargée de ce projet de recherche commandé par le ministère néerlandais de la Santé publique, du Bien-être et des Sports (VWS). Parmi d'autres, Louis Vos et Philippe Raxhon, membres de notre Comité scientifique, ont rempli le rôle d'experts.

Le rapport a été publié récemment. L'enquête préliminaire a révélé que les grandes différences qui existent dans le vécu historique des pays participants n'empêchent pas des échanges au sujet de questions importantes dans le domaine de l'information de la jeunesse sur la Seconde Guerre mondiale et sur sa perception dans le présent. Les personnes interrogées ont indiqué à la presque unanimité qu'elles souhaitent intensifier les contacts mutuels et la coopération internationale. Le ministère de la Santé publique, du Bien-être et des Sports étudie les moyens susceptibles de soutenir un dialogue au-delà des frontières nationales.

Pour obtenir ce rapport intéressant, il suffit de contacter le ministère au numéro suivant : 0031 (0) 703407890.

Dirk Martin

Audiovisuel

Photothèque

Suite à des difficultés imprévues avec la firme qui traitait le dossier, le programme de scannage de nos photos a connu un sérieux retard en 1999. Nous avons dû pallier à la situation et nous mettre à la recherche d'une autre société spécialisée capable d'effectuer les ultimes tests techniques. Nous sommes assurés, à présent, que le scannage pourra être entrepris sous peu.

Notre appel dans le précédent numéro pour obtenir, en don ou en prêt, des photographies de Belges ayant participé à la **guerre de Corée**, a rencontré un plein succès. Jusqu'à présent, nous avons reçu environ 600 documents iconographiques, parmi lesquels de nombreux en couleurs. Grâce à eux, nous sommes maintenant en mesure d'appréhender – et d'illustrer ! –

ce que fut l'existence d'un volontaire pour la Corée, de son départ à son retour. Nous tenons tout spécialement à adresser nos remerciements aux 'anciens', MM. **Marcel De Meester, Jan Dillen, R. Vincke** et **Georges Schuermans**. Il convient de saluer à la fois leur amabilité – ils nous ont ouvert leurs collections personnelles – et leur infatigable travail de prospection.

Il nous faut signaler par ailleurs, en provenance de France, le prêt d'un album de photos comportant une série unique de vues concernant le séjour des ministres belges (et d'autres hommes politiques aussi) dans le petit bourg de **Sauveterre de Guyenne**, alors qu'ils se morfondaient en attendant la permission de rentrer en Belgique, permission qui ne vint jamais.

Affiches

Suite à l'intervention financière de la Loterie nationale, nous serons en mesure d'assurer dans les prochains mois la protection définitive, par entoilage, de nos 1.100 affiches. Grâce à cette opération, il

sera à nouveau possible d'utiliser ces précieux documents lors d'expositions, entre autres. Que la Loterie nationale trouve également dans ces lignes l'expression de notre vive gratitude.

Vidéotheque

Nous avons obtenu des archives de la VRT une quinzaine de vidéos provenant de la succession de feu **Maurice De Wilde**. Un aperçu détaillé de cette

collection d'enregistrements-vidéo figurera dans le prochain numéro de 30-50.

Audiothèque

La RTBF-Mons nous a offert les bandes “DAT” de toutes les émissions-radio de la série *Jours de Guerre*. Cet extraordinaire ensemble de sources a été retranscrit pour nous sur des cassettes ordinaires par notre correspondant, M. Jocelyn Grégoire. Nous lui adressons également, nos sincères remerciements.

Expositions

L'exposition itinérante *Femmes et Guerre*, qui circulait jusqu'ici à un rythme plutôt indolent a à présent atteint sa vitesse de croisière. Grâce surtout à la publicité par le ‘bouche à oreille’, elle est déjà réservée jusqu'à la fin mai 2000. Le signal de départ a été donné en 1999 à Hannut, où cette exposition a été accessible durant tout le mois de janvier. Suivirent ensuite Roubaix (du 5 au 10 mars), Anvers (du 30 août au 28 septembre), Waterloo (du 18 octobre au 2 novembre), Wevelgem (du 3 au 30 novembre) et Tielt (du 5 au 15 décembre). Partout, elle recueillit les plus vives marques d'intérêt. Nous extrayons à titre d'exemple ce passage du compte rendu concernant le séjour de l'exposition à Anvers : “Le Centre pour l'Égalité des Chances de l'administration provinciale s'est adressé à son propre personnel, à l'administration communale, aux élèves de cinquième et de sixième de l'enseignement secondaire et à toutes les personnes intéressées. Les visites interactives et guidées de même que les dossiers péda-

Par ailleurs, le service ‘archives’ de la VRT nous a fait parvenir de la succession de **Maurice De Wilde**, 71 bandes sonores reprenant les interviews qui avaient été réalisées par ses soins. Une liste détaillée de ces interviews se trouvera dans une prochaine édition du “30-50”.

gogiques pour les écoles firent mouche. Le plein succès rencontré lors de l'inauguration et avec les quelque 1.261 visiteurs enthousiastes de l'exposition nous montre que le Centre pour l'Égalité des Chances a visé juste avec cette initiative”.

Après cette série d'expositions, nous avons encore prêté 29 affiches de Wilchar pour une rétrospective consacrée à ce graphiste à l'hôtel de ville de Saint-Gilles (du 29 mars au 26 avril 1999).

Enfin, nous avons livré des panneaux pour une exposition sur la vie quotidienne en Belgique durant l'occupation. Elle avait été organisée par ‘le Comité du 8 mai’ de Malines au Centre culturel de Hombeek, en l'honneur du 55ème anniversaire de la libération (du 3 au 19 septembre; 1.747 visiteurs). Nous en avons encore livré au Service Culture-Théâtre de Binche pour une grande manifestation qui se tenait dans la petite ville hennuyère sous le label du “Devoir de Mémoire”.

Frans Selleslagh

Bibliothèque

Un état des collections en rapide augmentation

Le bibliothécaire d'un centre de recherches et de documentation comme le nôtre est souvent confronté à d'heureuses surprises, pour peu que ladite institution dispose d'un cadre référentiel scientifique bien établi. En effet, régulièrement, des particuliers se mettent en rapport avec nos services afin de procéder à un don d'ouvrages ayant trait aux conflits mondiaux du XXe siècle. Ouvrages provenant de parents décédés. Ouvrages issus de leurs collections personnelles et dont ils souhaitent se défaire pour diverses raisons. On trouve la plupart du temps, à l'origine de ce geste, le désir d'apporter quelque chose à la collectivité et, quelquefois, la volonté que se perpétue d'une manière ou d'une autre l'unité intellectuelle d'une existence, qu'elle ait été blessure ou passion.

Nous avons pu ainsi, dans un bref laps de temps, introduire trois ensembles importants de livres qui nous ont été spontanément offerts par des familles de "témoins attentifs" de l'époque 1940-1945.

Le premier de ces ensembles avait été constitué par M. Roger Baufays; il concerne surtout l'Allemagne des années 1933-1945 et apporte des compléments certains sur les techniques de propagande par l'image des nationaux-socialistes. Le deuxième "lot", en provenance d'outre-Manche, s'avérait riche de quelques centaines de titres tant en anglais qu'en néerlandais; il avait plus spécifiquement

trait à l'histoire militaire en général et à la campagne du Pacifique en particulier. Dans le cas présent, les généreux donateurs tinrent à conserver l'anonymat, estimant qu'ils ne faisaient qu'exécuter les ultimes volontés formulées par leur oncle, peu avant son décès, en nous confiant ces ouvrages. Enfin, nous avons eu la bonne fortune d'accueillir en nos murs l'essentiel de la bibliothèque de feu Maurice De Wilde, le producteur de la *BRTN* bien connu pour la série d'émissions qu'il réalisa sur l'"Ordre nouveau" dans les années septante et quatre-vingts : ici encore, il s'agissait de plusieurs centaines de livres qui reflétaient l'intérêt de ce grand reporter pour le mouvement socialiste en Belgique, pour la Collaboration, pour le Mouvement flamand aussi. D'autres dons, moins spectaculaires quant au nombre de pièces proposées, furent également les bienvenus dans la mesure où ils permettaient d'affiner la connaissance des nouveaux domaines désormais investigués par le Centre. Et tout cela ne concernait que l'aspect strictement livresque de la question. Pour être complet, il faudrait également signaler des apports conséquents au niveau des revues et périodiques grâce aux interventions sympathiques de MM. Benoît Verhaegen et Jacques Lory. Que toutes celles et tous ceux qui furent à la base de ces apports positifs trouvent dans ces quelques lignes l'expression de notre vive gratitude. Ces biens culturels, qu'ils aient été en leur possession ou qu'ils aient appartenu à des

proches aujourd'hui disparus sont d'autant mieux à leur place dans notre institution que, préservés de la dispersion, ils continueront à servir la communauté des chercheurs.

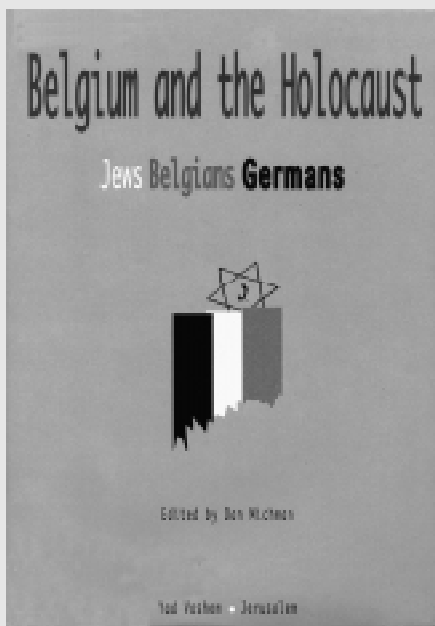
Nous voulons profiter de l'opportunité qui nous est donnée ici pour inciter les personnes qui nous feront l'honneur de nous lire à poursuivre ou à s'inspirer de semblables initiatives. La mission du Centre s'est considérablement élargie : il a pour tâche désormais de se pencher sur l'ensemble des conflits du XXe siècle qui

ont concerné notre pays d'une façon ou d'une autre. Malgré des efforts soutenus de notre part, des "zones blanches" subsistent dans notre bibliothèque pour la Première Guerre mondiale ou les années vingt. Si vous souhaitez vous défaire d'ouvrages relatifs à l'histoire du XXe siècle en Belgique et dans les pays limitrophes – histoire politique, militaire, sociale ou économique –, n'hésitez pas à vous mettre en rapport avec nos services : ils sont susceptibles de nous intéresser, c'est-à-dire d'intéresser les visiteurs de notre salle de lecture. Merci d'avance.

Alain Colignon

Dan MICHMAN (ed.), *Belgium and the Holocaust - Jews, Belgians, Germans*, Jerusalem/Yad Vashem, 1998, 593 p.

En mai 1989 se tenait à l'Université de Bar-Ilan à Ramat-Gan (Israël) un colloque qui avait pour thème : "La période de l'Holocauste en Belgique". L'initiative émanait du professeur Dan Michman et fut concrétisée par l'Université de Bar-Ilan et le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre mondiale.



En 1994, le Centre publiait une sélection des textes originaux (parfois retravaillés) du colloque sous le titre *Les Juifs de Belgique. De l'immigration au génocide, 1925-1945*.

Belgium and the Holocaust - Jews, Belgians, Germans, volume de 593 pages édité par par Dan Michman en 1998, reprend cette fois la totalité des contributions du colloque de 1989 mises à jour.

L'Exposition universelle de Bruxelles 1958

“Bilan d'un monde pour un monde plus humain ?”

Evénement emblématique de la Belgique des années cinquante, l'Expo 58 constituait un point de vue idéal pour l'étude de cette période. En février dernier, fidèle à ses nouveaux objectifs, le CEGES initiait un projet de recherche sur ce sujet.

Il y a en effet deux raisons majeures de s'intéresser à cet événement. Les expositions universelles au-delà de leur caractère ponctuel et anecdotique sont de formidables rassemblements d'énergie dont les résultats ne sont pas qu'architecturaux ou festifs. L'effort didactique que chaque état déploie pour se mettre en avant est porteur d'une multitude de messages et de discours. Grâce à ces matériaux, on peut se faire une idée des différents objectifs des organisateurs

de ces manifestations mégalomanes dont les piliers sont la nation et le progrès. Dans un cadre plus spécifiquement belge, on peut dire que l'Expo 58 a marqué les esprits. Les multiples commémorations dont elle fût l'objet depuis sa fermeture jusqu'à aujourd'hui en témoignent. Le succès extraordinaire autant que les changements qui l'ont suivie, justifient l'intensité des souvenirs qui s'y rapportent.

C'est ce double constat qui a guidé le choix des trois grands axes de recherche : les hommes qui l'ont réalisée, leur profil, leur vision, leurs buts; le message (ou les messages) portés par l'Exposition et ceci en regard du contexte de l'époque; le 'paradis perdu' ou les représentations et enjeux de mémoire.

Wolfgang Bregentzer

Groupe de recherches Dannes-Camiers

Des enfants et petits-enfants de déportés liégeois dans les camps de travail du nord de la France (organisation Todt) viennent de se constituer en asbl. Le but de cette initiative est de retrouver, rassembler et diffuser les informations et documents relatifs à cet épisode de la déportation des Juifs de Belgique ainsi que les documents sur les quelques 140 déportés liégeois et sérésiens provenant des différentes administrations communales.

Ceci afin de rendre un visage et une histoire à chacune de ces personnes qui pour la majorité disparaîtront dans la solution finale.

Le résultat des recherches menées se trouve sur Internet à l'adresse suivante : <http://www.dannes-camiers.org>.

De la crise à la guerre

L'engagement de la noblesse belge de 1918 à 1950

Ce projet de recherche s'articule autour de deux réalités sociologiques : la noblesse, groupe social déterminé et l'engagement, acte ou attitude par lequel une personne prenant conscience de son appartenance à la société de son temps, cesse d'être simple spectateur pour se mettre au service d'une cause. L'objet d'étude est l'engagement des membres de la noblesse dans la vie politique durant l'entre-deux-guerres, puis sous l'occupation allemande.

Ces engagements seront étudiés dans leur contexte historique global : les conséquences de la Première Guerre mondiale, les crises (morale, politique, économique) de l'entre-deux-guerres, le rôle des nobles dans la vie politique et sociale locale, la fondation de l'association de la noblesse, l'attrait exercé par divers mouvements sur un certain nombre de nobles, le patriotisme, la guerre (Résistance et collaboration), la question royale et l'après-guerre.

Marie-Pierre Verhaegen

En 1996, le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la Seconde Guerre Mondiale en collaboration avec Buch Edition publiait un recueil de photos intitulé *Avenue Louise 347. Dans les caves de la Gestapo*.

En avril de cette année, le CEGES recevait un courrier d'une certaine **Mary S. Barraco** de Virginia Beach. Voici un extrait (traduit) de ce qu'elle nous envoie :

*"... Je suis Américaine de naissance, mais j'ai vécu 16 ans à Renaix. J'ai été emprisonnée par les nazis (prisonnière politique). J'ai été arrêtée à Dourges (France) avec mon fiancé Arthur Libre de Leuze, qui lui, a été exécuté le 21 octobre 1943. Tous deux, nous étions très actifs dans la résistance en Belgique et en France. Nous avons été emmenés à la prison d'Arras et de là, transférés à Mons. Le 26 juillet 1943, j'ai été emmenée en train vers Bruxelles accompagnée de deux Belges de la Gestapo. Nous nous sommes arrêtés à la gare et avons pris le tram pour l'avenue Louise. Je me rappelle bien de l'immeuble de l'avenue Louise au n° 347. Je peux encore voir les chambres d'interrogatoires, je peux encore sentir les coups et la froideur des cellules, je peux encore sentir le sang sur les murs de briques. J'entends encore les cris des personnes torturées. Avec une petite épingle à cheveux, j'ai gratté deux mots dans la brique : 'Adieu Maman'. Les traitements étaient inhumains, vraiment dégradants et pour une jeune fille de 19 ans tout à fait terrifiants. J'ai essayé désespérément d'effacer cet épisode de ma mémoire, mais je me sens forcée de vous écrire et de vous faire part de mon expérience de vie horrible de prisonnière au 347 de l'avenue Louise (...). Une époque de ma vie que je n'oublierai jamais. J'ai été emmenée à Breendonk pour quelques jours et de là à la Nieuwe Wandeling à Gand. J'ai été relâchée le 25 décembre 1943. (...) Votre livre 347 avenue Louise m'a été donné par mon cousin (...). Je vous soumets cette information pour que vous puissiez ajouter mon nom dans l'histoire de ceux qui ont souffert des atrocités au 347 de l'avenue Louise. Mon nom de jeune fille était MARY SIGILLO.
Pour que jamais nous ne puissions oublier, ...".*

Ajoutons que Mme Barraco nous a fait parvenir un dossier d'archives relatives à son passé de résistante et de prisonnière.

Des nouvelles de la Commission des Biens juifs

Rudi Van Doorslaer, chef de travaux au CEGES, a été nommé directeur des Recherches de la Commission (cfr son interview dans le n° 31 du 30-50, p. 18-21).

La Commission a déposé son deuxième rapport entre les mains du gouvernement. Une banque de données reprenant 66.000 personnes a été élaborée. Sa base est constituée par les fichiers établis par les polices allemandes sous l'occupation.

Actuellement les archives de la Générale de Banque et de la BBL ont déjà été dépouillées. La Commission va se préoccuper des archives des CCP et de la CGER. Elle a l'intention de s'intéresser également aux sociétés d'assurances. Le rapport souligne l'aide spontanée et constructive que ses chercheurs ont reçue de la part de ces institutions financières. (D'après *De Financieel Economische Tijd*, 14.XII.1999.)

Le pillage des diamantaires juifs, 1940 – 1944

En octobre 1997, la Commission d'Etude des biens juifs spoliés et abandonnés pendant la seconde guerre mondiale demanda au CEGES de faire une expertise en la matière. **Eric Laureys** (historien attaché au CEGES) fut engagé pour prendre en charge ce travail aux multiples facettes. La première phase du travail consistait à rechercher et faire l'évaluation des archives susceptibles d'intéresser la Commission. Les textes disponibles concernant la spoliation furent soumis à la critique historique et une approche méthodologique fut esquissée pour la suite des recherches.

Ensuite E. Laureys se pencha plus particulièrement sur la spoliation des juifs dans le secteur diamantaire, une industrie vouée à un destin particulier. A la veille

de la seconde guerre mondiale, le centre diamantaire anversois était le plus important au monde. Dans une large mesure, la métropole devait ce statut à l'immigration de Juifs qui maîtrisaient le commerce diamantaire mondial. Comme les diamants industriels et taillés étaient fort demandés en temps de guerre, les uns comme facteur de production pour l'industrie de guerre, les autres comme monnaie d'échange internationale pour l'approvisionnement en matières premières pour la même industrie de guerre, la demande en diamants s'accrut.

Après avoir pris le contrôle de l'industrie diamantaire belge, l'occupant allemand fut confronté à un pénible dilemme. Dans le cas particulier de ce secteur, les projets d'exclusion des Juifs étaient inconciliables

avec les priorités économiques. L'influence juive sur le commerce diamantaire était telle que sans eux, ce secteur courrait inéluctablement à sa perte. Les avantages escomptés pour l'Allemagne resteraient lettre morte. C'est pour cette raison, que les diamantaires juifs jouirent d'un régime particulier. Les mesures d'exclusion et de déportation furent unilatéralement postposées. Avec la plus grande amabilité, les diamantaires juifs, fuyards ou non, furent invités à reprendre leurs activités à Anvers et surtout à y déclarer leur marchandise. Alors seulement, leurs entreprises furent liquidées, leurs biens saisis et les propriétaires déportés.

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, les diamants ne furent pas confisqués sans plus. En réalité, ils furent "achetés" à prix fortement réduits. Le produit de ces "ventes" tomba dans les mains belges après la libération. Certains lots de diamants furent retrouvés en Allemagne par les alliés. Ces butins firent des diamantaires ayant survécu à la guerre, la catégorie de victimes juives la mieux dédommée en Belgique.

Les conclusions de cette analyse seront traitées de manière plus approfondie dans un futur numéro des *Cahiers d'Histoire du Temps présent*.



Wilfried VAN GOETHEM,
"Adrien de Clippele, jeune CRAB",
Cruzy (France), été 1940.

Séminaires

Septembre - décembre 1999

La série des séminaires a débuté le 22 septembre par une communication de **Guus Meershoek**, chercheur à l'Université de Twente aux Pays-Bas. Politologue de formation, il a été promu docteur en Histoire à l'Université d'Amsterdam à la suite d'une thèse sur le rôle joué par la police d'Amsterdam dans les persécutions antisémites. Ce fut également le thème de son séminaire. Ce corps de police communal eut une part active dans la préparation et la déportation des Juifs ainsi que dans la chasse aux résistants. Ce comportement s'il faut en croire G. Meershoek n'est pas uniquement imputable à la politique de nomination visant à noyauter ce corps. On nomma un nouveau commissaire en chef qui se rendit très vite populaire auprès des Allemands et qui lui-même insista sur l'engagement de la police d'Amsterdam dans la persécution raciale.

G. Meershoek mit à ce sujet fortement l'accent sur l'évolution de l'idée que l'on se faisait sur le travail de la police et de son organisation dans les années trente. Après la révolte dans le quartier du Jordaan (1934), les méthodes policières furent modernisées et le rapport police-population changea. L'action des forces de l'ordre fut de plus en plus centralisée. L'autonomie des agents de quartier fut fortement limitée et contrôlée de manière plus pointue. Cette réorganisation rendit possible la collaboration policière avec l'occupant allemand et grâce à elle seuls quelques éléments ressentirent cela comme une rupture avec le travail traditionnel

de la police, sous un régime de droit. De plus, après la révolte du Jordaan, on prit l'habitude de soumettre de moins en moins le travail de la police au contrôle du conseil communal. De telle sorte que la centralisation du contrôle de la police souhaitée par les Allemands put être réalisée plus facilement, ce qui à son tour renforça l'insertion de la police dans la politique allemande de répression.

Le 20 octobre, **Laurence van Ypersele** et **Axel Tixhon**, tous deux attachés à l'UCL, présentaient les résultats d'un exercice de séminaire d'étudiants en licence ayant pour thème : les monuments érigés en mémoire des victimes de la Première Guerre mondiale en Wallonie.

Cette recherche était basée sur la manière dont la Première Guerre mondiale fut représentée politiquement et symboliquement par les divers monuments qui, après la guerre, furent érigés dans les villes et les communes, souvent à l'initiative de la municipalité. Le phénomène fut largement répandu en Wallonie. Ces monuments étaient conçus pour donner un sens à la guerre, sens qui devait être transmis aux générations suivantes. En outre, la guerre était inscrite dans une perspective plus large. Bien que des accents spécifiques aient été mis un peu partout, un dénominateur commun pouvait quand même plus ou moins exister dans la manière dont le sens du conflit était construit. Tant le sacrifice du soldat que celui du citoyen furent évoqués. Ce qui est frappant à ce sujet, c'est le carac-

tère serein qui est attribué aux misères de la guerre. Les monuments suggèrent que soldats et civils moururent d'une façon digne, pleine de noblesse et de sérénité. Nulle trace d'angoisse. Seule exception, les victimes des massacres allemands d'août 1914. Ces martyrs expriment la souffrance et en appellent aux représailles. Les héros, tels qu'ils sont représentés sur les monuments, ne meurent jamais seuls. Ils sont toujours assistés d'un camarade ou à un niveau supérieur, de la Patrie. La mort et la violence, propres à la guerre sont occultées ou enjolivées. Le message qui en découle est que les héros ne sont pas morts pour rien. Leur sacrifice est appréhendé comme le fondement d'un avenir meilleur pour la Patrie, qui s'accomplira après la guerre.

Le 24 novembre, c'était au tour de **Pascal Deloge**, docteur en Histoire de l'UCL et correspondant du Ceges d'être notre invité. Le thème de son exposé s'attachait à la collaboration belgo-britannique au niveau militaire après la Deuxième Guerre mondiale. Le point de départ de l'analyse était les accords Eden-Spaak de novembre 1944. Ils furent présentés par les protagonistes belges, F. Van Langenhove et P.H. Spaak comme une alliance entre deux partis égaux. P. Deloge démontre qu'il s'agissait d'une subordination de la Belgique à une grande puissance. La Belgique demanda et reçut aide militaire et assistance en échange de la réalisation de tâches d'intérêt militaire secondaire. L'origine des accords remonte à la Deuxième Guerre mondiale. Le gouvernement belge à Londres avait lié son sort à celui des Britanniques. De plus la Grande-Bretagne était géographiquement proche et on craignait de la part des *USA* une position isolationniste après la guerre. Si

l'intérêt pour la Belgique était évident (apport de connaissance et de matériel pour reconstituer l'armée), ce n'était pas le cas pour les Britanniques. A leurs yeux, la contribution militaire que la Belgique pouvait offrir était limitée. La Grande-Bretagne sembla finalement disposée à conclure une convention avec elle parce qu'elle tenait à rester une grande puissance. A cette fin, les Britanniques avaient besoin d'auxiliaires, entre autres pour occuper l'Allemagne. A leurs yeux, l'accord contribuait également au développement d'une sphère d'influence régionale. Sur le terrain nucléaire aussi, les relations avec la Belgique étaient importantes. La Belgique s'attendait à un soutien militaire anglais, mais espérait aussi à terme donner une autre stature à sa collaboration politique avec le Royaume-Uni. En réalité, il fut cependant toujours question d'une position subordonnée de la Belgique par rapport à la Grande-Bretagne et l'aide à la Belgique se fit dans le cadre des priorités britanniques. Les Anglais gardèrent l'initiative et ne nous donnèrent pas d'autonomie. A la fin des années 40, un changement dans cette situation intervint. La Belgique chercha à se rapprocher des *USA* et au niveau militaire, il devint possible d'évoluer vers plus de souplesse en la matière. Cette évolution s'explique par la dégradation de la situation économique en Grande-Bretagne qui eut de plus en plus de peine à respecter ses engagements en matière de livraison de matériel moderne.

Le 15 décembre, **Willem Erauw**, musicien et historien (Université de Gand) expliquait l'emploi politique du mythe de Beethoven. L'héritage musical de Beethoven semblait se prêter à la légitimation de divers régimes politiques.

Le mythe de Beethoven s'est manifesté de diverses manières au fil du temps. Beethoven pouvait être présenté à la fois comme un chef spirituel, un pur homme de la nature, quelqu'un dont la vie et l'œuvre formaient une unité et un précurseur d'un mouvement révolutionnaire. Dans la biographie de Beethoven, des éléments de chacun de ces aspects étaient présents. Ils pouvaient être mis en évidence et insérés dans le processus de légitimation idéologique du régime politique en question. La RDA insista par exemple sur l'aspect révolutionnaire, pendant que dans l'Allemagne nazie, l'accent était davantage mis sur la musique de Beethoven comme célébration de l'esprit allemand et de l'hégémonie mondiale que le III^e Reich entendait mettre en œuvre.

Dans cette 'mythification', des éléments contradictoires dans la vie et dans l'œuvre de Beethoven devaient être intégrés. Dans l'Allemagne nazie, ce furent l'origine et l'apparence non-aryennes de Beethoven. L'existence de pareilles contradictions n'empêchait cependant pas l'emploi politique de ce mythe. Il ne s'agissait en effet pas d'une reconstruction bien établie, mais d'une représentation d'une certaine vision de la vie et de l'œuvre de Beethoven, qui fut ancrée dans la spécificité de chaque régime qui s'en est servi.

Une analyse en termes de vrai/faux ou de 'démystification' ne satisfait pas dans ce cas. Il faut plutôt démêler le mélange réalité/fiction dans le cadre du message idéologique que le régime veut véhiculer.

Dirk Luyten



Roger DEMAREE,
"Locomotive de type 610 en gare d'Adinkerke".

Journée d'hommage au professeur Jacques Lory

Le 7 mai dernier s'est tenue aux Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles une journée d'étude d'un genre particulier, puisqu'elle se voulait l'expression d'un hommage à **Jacques Lory**, professeur depuis de nombreuses années aux Facultés universitaires Saint-Louis et à l'Université catholique de Louvain, dont le parcours académique s'achève cette année. Organisée conjointement par des membres ou ex-membres de ces deux institutions, cette manifestation désirait surtout mettre l'accent sur les recherches nouvelles en histoire contemporaine suscitées par le maître et sur les avancées dans un domaine qui lui tient particulièrement à cœur, l'histoire de l'enseignement aux XIXe et XXe siècles.

D'abord attaché à l'analyse de la vie politique intérieure belge au XIXe siècle – sa thèse de doctorat a pour intitulé *Libéralisme et instruction primaire. 1842-1879. Introduction à l'étude de la lutte scolaire en Belgique* –, le professeur Lory s'est en effet peu à peu ouvert à des champs de recherche débordant largement sur le XXe siècle. Membre depuis décembre 1972 du Comité scientifique de notre Centre, il a en particulier montré la voie à des centaines d'étudiants qui, tant dans le cadre de séminaires de licence qu'à travers des mémoires de licence et l'une ou l'autre thèse, ont considérablement étoffé la connaissance d'une période, la Seconde Guerre mondiale, qui tient particulièrement à cœur à notre institution.

Pour en revenir à la journée même, celle-ci fut d'un haut niveau scientifique. On en retiendra surtout l'apport considérable fourni à l'histoire de l'enseignement par l'ensemble des cinq contributions abordant ce thème. De notre point de vue d'historien du XXe siècle, on peut cependant regretter que la période postérieure à 1914 n'ait fait l'objet, en dehors d'une approche relativement indirecte de **Marc Depaepe** dans son exposé relatif à l'histoire et l'historiographie des écoles gardiennes en Belgique, que du seul texte, au demeurant très intéressant, de **Jeffrey Tyssens** sur les luttes et les accommodations scolaires en France et en Belgique durant les années 50. Mais sans doute est-ce là le reflet de l'état des recherches dans ce domaine.

Sans présenter évidemment la même cohérence, la première partie de la matinée a vu se succéder au pupitre trois orateurs qui, chacun à leur manière et dans le domaine qui leur est propre, ont pu apporter leur petite pierre à l'édification de leur champ de recherche spécifique. Avec le brio qu'on lui connaît, **Laurence van Ypersele** a dressé un tableau tout en nuances de l'imaginaire catholique entre 1884 et 1914 à partir d'une source dont elle maîtrise à merveille les tenants et les aboutissants, à savoir la caricature politique. L'auteur de ces lignes a, quant à lui, tenté de cerner à travers le discours résistant de la Seconde Guerre mondiale le poids de l'héritage de 14-18. Enfin, **Jean-Louis Jadoulle** a exploré le temps

entre la fin du XIXe siècle et le Concile Vatican II à la recherche d'un 'progressisme catholique' en Belgique. La richesse et la pertinence de sa problématique nous font attendre avec d'autant plus d'impatience les résultats de sa thèse de doctorat consacrée à l'analyse de quatre milieux intellectuels catholiques belges 'progressistes' entre 1944 et 1958, thèse défendue publiquement le 8 octobre 1999.

Entretien des relations amicales avec le jubilaire, le professeur **René Rémond** est encore venu rehausser le niveau des débats en soulignant avec la verve qui lui est familière les nouvelles perspectives de

l'histoire politique en France, mais aussi en Europe. Enfin et pour clôturer la manifestation, les professeurs **Jean Pirotte** de l'UCL et **Jean Heiderscheid** des Facultés Saint-Louis ont rendu un hommage public cent fois mérité à un homme dont le seul défaut aura sans doute été la trop grande modestie.

On signalera enfin que les actes de cette journée enrichissante à plus d'un titre paraîtront au cours du premier semestre 2000 dans un numéro spécial des *Cahiers du Centre de Recherche en Histoire du Droit et des Institutions* des Facultés Saint-Louis.

Fabrice Maerten



Georges CARAËL,
*Convoi de prisonniers, commando Heinzel,
Sachsenhausen, XII.1944.*

Catholicisme de gauche en Europe occidentale dans les années 40 à 50

Réunion de travail

Les 28 et 29 mai derniers, les responsables du *KADOC* (le *Katholieke Documentatiecentrum* de la *KUL*) avaient réuni à Leuven une série de spécialistes du monde catholique contemporain pour un échange de réflexions sur un thème encore relativement peu étudié par les historiens, à savoir la signification et l'impact des expériences menées dans l'immédiat après Seconde Guerre mondiale par un certain nombre de chrétiens "progressistes".

Les divers exposés relatifs essentiellement aux cas belge, français et italien ont souligné combien les expériences, le plus souvent limitées à de petits groupes d'intellectuels, avaient varié d'un pays à l'autre. Les interventions et les riches discussions qui s'ensuivirent ont aussi montré à quel point le phénomène était malaisé à définir, ayant pris des formes différentes non seulement selon les ré-

gions, mais aussi à l'intérieur d'une même contrée et d'après les époques. Cœur du débat, les questions de la signification et de l'importance de ce courant ont amené à réfléchir plus largement sur l'évolution du catholicisme et des catholiques en Europe occidentale depuis l'entre-deux-guerres jusqu'aux années soixante.

La réunion connaîtra un heureux prolongement puisque un ouvrage collectif, riche d'une quinzaine de contributions abordant de manière approfondie et variée le catholicisme de gauche en Europe occidentale des années 40 à la fin des années 50 – le sujet sera traité de manière générale, par pays (la Belgique, la France, l'Italie mais aussi l'Allemagne) et par thème (les prêtres-ouvriers, les syndicats chrétiens, le rôle du Vatican, de la guerre froide) – paraîtra à l'automne 2000 sous l'égide du *KADOC*.

Fabrice Maerten

Le "**Prix Fondation Auschwitz**" de 50.000 BEF sera attribué dans le courant du mois de mars 2000 pour récompenser un travail inédit et original qui constitue une importante contribution à l'analyse politique, économique, sociale et historique de l'Univers concentrationnaire et des processus qui l'ont engendré.

Pour de plus amples renseignements : Fondation Auschwitz, Archives de la ville de Bruxelles, 65 rue des Tanneurs à 1000 Bruxelles, tél.: 02/5127998.

Colloque sur les bâtiments militaires historiques

En collaboration avec la *Stichting Vlaams Erfgoed*, la fondation Simon Stevin a organisé, à Ostende, le 17 septembre dernier, un colloque sur les nouvelles fonctions et affectations de sites militaires et historiques de valeur.

Le thème a été présenté au cours de la matinée. On s'est d'abord intéressé à l'histoire et à la typologie des travaux de fortification. Il a ensuite été question du renouveau de l'affectation et ce dans le contexte de l'aménagement du territoire. Ainsi, le sort des forts de Brialmont, des bunkers et des casernes a été abordé.

Enfin, on s'est penché sur les modalités de ce changement de fonction des bâtiments militaires.

La séance de l'après-midi a porté, sous la forme d'un programme au choix, sur les discussions concernant certains types de constructions militaires, toujours dans l'optique des nouvelles affectations qui leur sont attribuées.

Tout qui s'intéresse à ces aspects de notre histoire récente peut prendre contact avec la *Stevinstichting*, p.a. R. Gils, Kattebrug 10, 9120 Temse.

Dirk Martin



Arthur KEPPENE,
"Mirador - côté chemin de fer, Camp central de Stalack", 22.IV.1942.

Pacifisme, valeur universelle ?

Colloque au Mundaneum

A la fin du mois de novembre 1999, le Mundaneum, qui passe avec quelque raison pour un des plus importants centres d'archives du pays, avait organisé, à Mons, un colloque de deux jours où l'on devait se pencher sur le caractère d'universalité des valeurs pacifistes ¹.

Notre institution était associée à cette initiative en tant que co-organisatrice. Une vingtaine d'intervenants issus du monde universitaire ou professionnellement concernés par ce type de problématique ont ainsi eu l'occasion d'exprimer leurs vues sur la question.

Dans les thèmes abordés, les organisateurs de la manifestation avaient opté pour une double approche, à la fois conceptuelle et socio-politique, mais en axant

l'objet de la réflexion sur les "milieux" générateurs ou porteurs de pacifisme plutôt que sur les "structures" spécifiques. Ce choix impliquait évidemment l'absence de certains champs de recherche, mais ce n'est que partie remise. Une série de "tables rondes" – quatre au total – permettaient de dresser un état des lieux sur des points spécifiques tels : le pacifisme et les doctrines politiques, les médias et le pacifisme, le pacifisme et les cultures, etc..., etc...

On se plut généralement à relever la qualité et l'exhaustivité des communications présentées, même lorsqu'elles étaient exprimées sur un ton passionné assez inhabituel en ce genre de débats. Mais l'histoire n'est-elle pas une science éminemment humaine ?

Alain Colignon

¹ "Le pacifisme est-il une valeur universelle ?", Mons, 25-26.XI.1999.

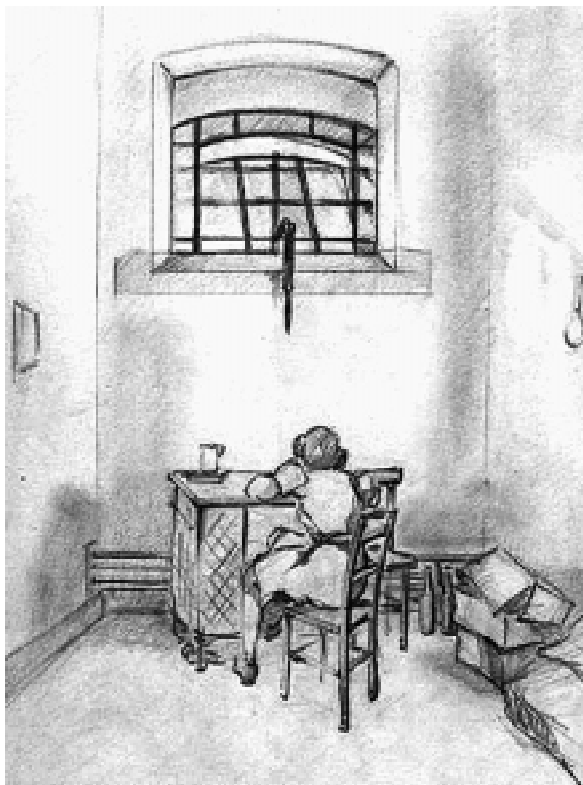
Le mandat de **Stephanie Waeyenbergh**, attachée, a été reconduit pour un an dans le cadre du projet "*Pallas. Accès intégré et automatisé des collections du CEGES. Elaboration et implémentation d'un thesaurus approprié au CEGES*".

Exposition

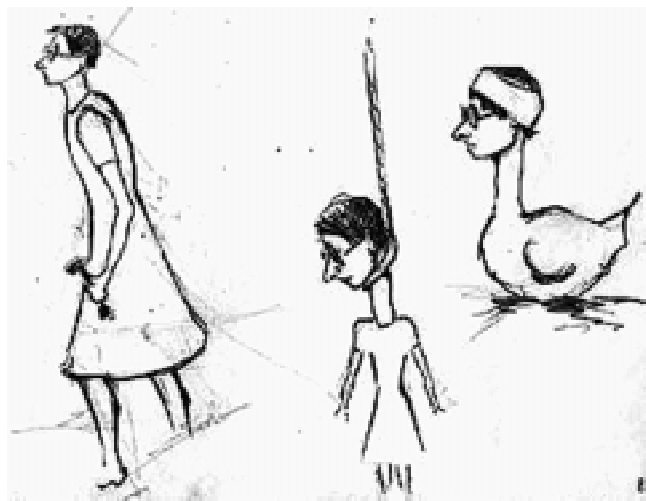
Le 2 décembre, l'ASBL "Les Amis du Centre" organisait une petite exposition de dessins, croquis et peintures de guerre au Centre.

Suite à une annonce parue dans divers journaux d'associations, douze artistes issus des quatre coins de la Belgique ont réagi. Les oeuvres reçues, toutes d'une grande qualité émotionnelle émanaient de témoins de la guerre et avaient été réalisées pendant la guerre ou plus tard.

Le jury de l'exposition était composé de 7 personnes représentant des anciens prisonniers politiques ou de guerre et des milieux liés de près ou de loin au monde artistique. Etant donné la diversité des oeuvres, les conditions



Madeleine DELBECQ,
cellule de la prison de Saint-Gilles, 1941.



Madeleine DELBECQ,
"Gardiennne", prison de Saint-Gilles, 1941.

étonnantes parfois dans lesquelles elles avaient été réalisées et bien sûr les émotions qui en ressortaient, il ne fût pas aisé pour les membres du jury d'opérer un choix.

Après délibérations, celui-ci s'est porté sur les carnets de dessins de **Madeleine Delbecq** réalisés de juin à septembre 1941 dans la prison de Saint-Gilles lors de sa



André LORIER,
"Barreaux".

été suivies par un petit cocktail qui fut l'occasion de sympathiser avec les artistes présents.

Pour que cette exposition d'une après-midi puisse être vue par d'autres, nous comptons l'insérer (du moins en partie) dans le site *Internet* du Centre qui sera visitable à partir du trimestre prochain.

Comme nous l'avons annoncé dans la table des matières, le *Bulletin* est émaillé des oeuvres des artistes qui ont participé au concours, hormis celle de Mr Michel Nassaux, vu ses dimensions (6 mètres de long).

Isabelle Ponteville

captivité en tant que prisonnière politique. Ces esquisses d'une toute jeune prisonnière, illustrent avec une certaine naïveté, parfois même avec un certain humour les conditions pénibles d'incarcération dans lesquelles elle se trouvait.

Le deuxième prix a été attribué aux deux oeuvres du peintre **André Loriers**, résistant armé et prisonnier politique de 1943 à 1945 à Wolfenbüttel, *Barreaux* et *Barbelés*. Ces deux oeuvres réalisées après la guerre illustrent de manière très réaliste l'horreur de l'univers concentrationnaire.

L'inauguration de l'exposition et la proclamation des résultats ont



André LORIER,
"Barbelés".

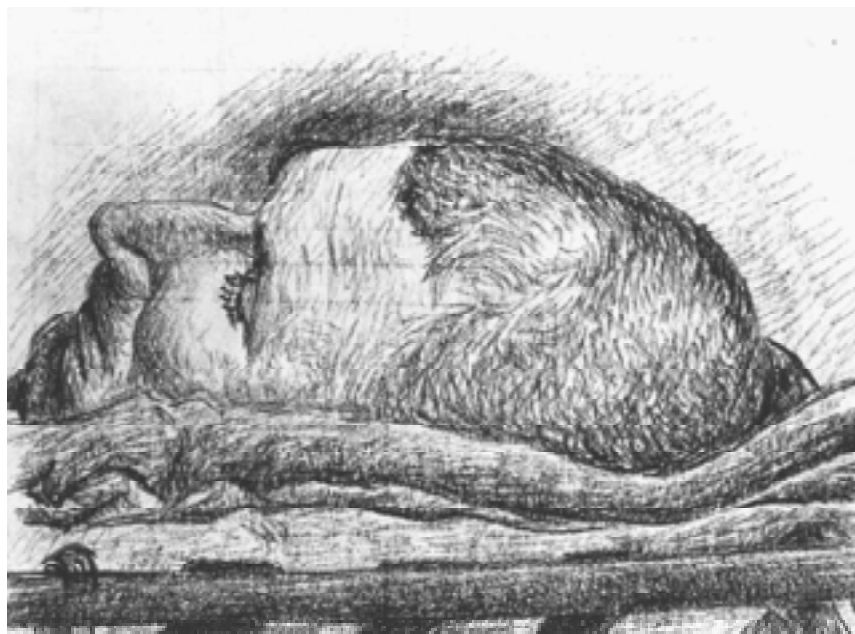
Archives et Records Management

Colloque de Haïfa (Israël)

Au cours de ce colloque international organisé, du 30 août au 3 septembre 1999, par la "Section Archives universitaires et Institutions de Recherches" du Conseil international des Archives, des archivistes venus du monde entier ont pu échanger leurs idées et leurs expériences à propos de l'accès de leurs documents au public et de la manière dont ce public utilise leurs services. Il a également été question des rapports entre leurs services et ceux chargés de la gestion des archives. Quel impact peuvent-ils avoir et de quels moyens techniques disposent-ils en tant qu'archivistes pour influencer sur la gestion globale des archives et de la documentation ? C'est dans ce contexte que *Pallas*, le sys-

tème de gestion intégré de l'ensemble de la documentation, mis au point au CEGES, a été présenté et a fait l'objet d'une démonstration. La discussion a porté sur la possibilité d'appliquer des descriptions standard de type ISAD(G) dans des systèmes courants. La confrontation avec les archives anglo-saxonnes s'est avérée particulièrement passionnante, au travers de la comparaison des expériences belges avec les développements nord-américains ultérieurs du format MARC AMC (Micro Marc), et de l'état de la question par le groupe de travail britannique en matière d'ISAD(G) et d'application de la norme Z.39.50 pour l'interrogation de bases de données archivistiques.

Patrick Temmerman



Georges MICHOTTE,
"Frans Van Beneden sur son lit de mort", Wolfenbüttel.

Les entreprises sous les régimes fascistes en Europe

Les recherches portant sur les relations entre le monde des affaires d'une part, le nazisme et le fascisme d'autre part constituaient un domaine très prisé dans les années septante. En ce qui concerne la Belgique, on s'en référera aux publications de **John Gillingham**. Récemment, ce thème est à nouveau réapparu notamment par le biais de la question de l'or nazi. La *Society for European Business History (SEBH)*, basée à Francfort-sur-le-Main, s'inscrit dans cette tendance et a organisé une série de conférences et d'ateliers sur le thème "Entreprises et fascisme".

La *SEBH* a été créée en février 1997 en vue d'encourager la pratique de l'histoire des entreprises. Cette démarche s'inscrit dans un cadre bien plus européen que national, ce qui explique que ces thèmes ont été abordés dans une dimension européenne. Le premier projet a trait à l'histoire des entreprises durant la période du fascisme en Europe. En novembre 1998, une conférence internationale a été organisée à Paris. Elle a attiré des spécialistes de divers pays qui ont donné un aperçu des relations entre les entrepreneurs et les dirigeants fascistes. La Belgique fut également abordée dans une communication du soussigné. Les actes de cette conférence – qui porta également sur la situation en Europe de l'Est – seront prochainement publiés et peuvent également être considérés comme un état de la question pour les années nonante.

Le *SEBH* veut non seulement stimuler la recherche sur l'histoire des entreprises mais entend également sensibiliser ces dernières pour qu'elles conservent leurs archives selon une approche scientifique et qu'elles les rendent accessibles aux chercheurs. Après la conférence de Paris, un nouvel atelier a été organisé à Francfort le 2 juillet 1999. La question de la conservation des archives ayant été abordée, **Jacob Tanner** (Université de Zürich) a attiré l'attention sur l'importance des archives d'entreprises pour la reconstruction de séries statistiques homogènes dans les recherches en histoire économique. Il a basé sa démonstration sur l'exemple des banques suisses qu'il connaît bien, en tant que membre de la commission d'experts qui enquête sur le rôle des banques suisses dans le blanchiment de l'or nazi.

J. Tanner a insisté sur l'importance d'une bonne conservation et d'une sélection justifiée des archives d'entreprises et a constaté un changement de mentalité en Suisse. Jusque dans les années quatre-vingts, ce poste était considéré comme une dépense sur laquelle il convenait d'économiser le plus possible. Un changement de mentalité est intervenu au cours de ces années 1980. La valeur culturelle des archives d'entreprises a été mise en relief. S'est notamment développée l'idée que des archives bien conservées constituent un instrument de nature à renforcer et à promouvoir la

“*corporate identity*” de l’entreprise. Enfin, l’orateur a également défendu l’intérêt qu’il y a à rendre les archives d’entreprises le plus largement accessibles. Il a évoqué l’exemple suisse où le législateur a promulgué des limitations contraignantes en matière de destruction d’archives et tente dans le même temps d’en garantir l’acces-

sibilité, même au prix de conditions restrictives.

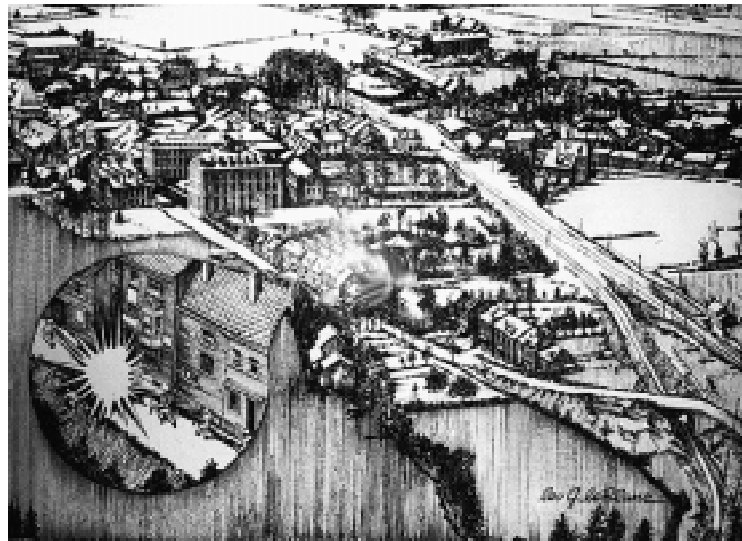
A l’avenir, le *SEBH* continuera de développer le vaste thème des entrepreneurs et du fascisme. Pour 2000 est prévu un atelier où seront traités les différents aspects de la régulation économique au cours de l’entre-deux-guerres.

Dirk Luyten



*Jean DENGIS,
“La libération de
Liège”.*

*Léo LEBLANC,
“Patrouille de GI's
attaquée dans les
rues de Bastogne”.*



L'Histoire comme “discussion sans fin”

*Rapport du 2^e Congrès International Historia a Debate,
Santiago de Compostela, 14-18 juillet 1999*

L'été dernier, c'est à Saint-Jacques-de-Compostelle (Santiago de Compostela) qu'a été organisé pour la seconde fois le congrès international *Historia a Debate* (*Histoire et Débat – History under Debate*), un fastueux forum où des historiens de tous les continents et de toutes les disciplines pouvaient discuter ensemble des questions et des thèmes fondamentaux de l'historiographie.

L'université et l'institut *Padre Sarmiento* de Santiago en étaient les organisateurs. C'est avant tout le professeur **Carlos Barros**, médiéviste de l'université de Santiago, qui en était le coordinateur, ainsi que l'élément moteur qui a rassemblé à Santiago des centaines d'historiens venus des quatre coins du monde. Suite au large soutien offert par la région de Galice, soucieuse de présenter à cette occasion une image renouvelée d'elle-même, il faut espérer qu'à l'avenir le congrès soit organisé systématiquement pendant le “*Xacobeo*”, le Jubilé de Jacques, fêté chaque année où la Saint-Jacques (25 juillet) tombe un dimanche. De plus, pour la ville de Santiago, dénommée ainsi par référence au saint patron de l'Espagne, et donc historiquement de l'ensemble du monde hispanophone, *Historia a Debate* constituera une prestigieuse enseigne dans le cadre des futurs jubilé *Xacobeo*.

Parmi les 600 participants, dont 120 orateurs, on épinglait un certain nombre de personnalités ayant en partie déterminé

l'historiographie récente, comme par exemple **Georg Iggers** de l'université de Buffalo, à New York. Étaient aussi de la partie des représentants d'institutions académiques influentes, notamment **Jacques Revel**, directeur de l'EHESS de Paris. La majorité des participants étaient espagnols ou sud-américains, ce qui différenciait ce rassemblement des autres conférences internationales, où la dominante anglo-saxonne est généralement très prononcée. La forte présence d'historiens de la communauté hispanophone est aussi un des signes distinctifs par lesquels *Historia a Debate* veut se profiler en tant qu'initiative relativement nouvelle aux côtés des congrès internationaux existants. Ainsi, la conférence fut épargnée par ce que l'on trouve parfois dans les congrès dominés par les Anglo-Saxons, qui ressemblent plutôt à de frénétiques chasses aux adresses et aux emplois, les participants cherchant importunément à harponner tout poste vacant. L'atmosphère à Santiago était au contraire détendue, et constellée d'exposés et de discussions animés.

Un congrès d'une telle envergure représente un carrefour où les discussions et les contacts les plus importants ne s'établissent en général pas au cours des sessions et des tables rondes prévues, mais plutôt par après, à table ou dans les couloirs. Assister à un congrès avec une pareille diversité de participants est aussi très favorable à une ouverture critique de

l'esprit. On y perçoit un écho des questions, attentes, conceptions, etc. que les historiens de par le monde se posent au sujet de leur métier. Un entretien avec quelqu'un qui enseigne la théorie de l'histoire en Patagonie, ou l'histoire contemporaine dans l'Algérie d'aujourd'hui, peut s'avérer très enrichissant. Il est certain que tout cela doit être mis en rapport avec le rôle social joué par l'historien : c'est ainsi que tant de voix dissonantes s'élevaient de l'imposante délégation argentine, témoignant du contexte social dans lequel travaille l'historien, du régime sanguinaire qui avait tenu le pays dans sa poigne jusque dans les années quatre-vingt, et de la criante injustice sociale qui de nos jours y sévit.

Malgré l'ample publicité et la large diffusion des appels qui, en Belgique, avaient précédé le congrès, seule une poignée de compatriotes avait fait le pèlerinage à Compostelle. De même, les Pays-Bas et l'Allemagne étaient à peine représentés. Il faut sans doute mettre en cause l'aspect hispanophone du congrès, mais aussi les thèmes trop généraux de sa programmation. Au premier congrès *Historia a Debate* était proposé le thème de la Chute du Mur de Berlin et de sa relation avec l'historiographie. L'organisation pouvait alors se réjouir de la présence de coryphées tels que Le Goff, Darnton, Peter Burke, John Elliott ou Lawrence Stone. Cette fois, le congrès voulait proposer un coup d'oeil rétrospectif et réflexif sur l'historiographie, la méthodologie et la théorie de l'histoire de ce siècle finissant. Mais on y abordait également d'autres sujets, tels la soi-disant crise de l'histoire – ainsi que ce que l'on peut entendre par là – les us et abus politiques de l'histoire, le rôle social de l'historien, et la fonction de l'histoire dans la société. Outre celles concernant

l'historiographie ou la théorie de l'histoire, un certain nombre de sessions abordaient des sujets de l'historiographie espagnole ou latino-américaine, une attention particulière étant accordée à l'histoire de la Galice.

L'objectif ultime et implicite des organisateurs, qui est d'intégrer davantage la pratique et la théorie de l'étude et de l'écriture historiques, mérite des éloges, car il est souvent absent d'une historiographie ou d'une tradition de recherche qui ne se pose pas de questions quant à ses fondements philosophiques et ses propres a priori. L'étude de l'historiographie est en ce sens porteuse, étant donné qu'elle se trouve elle-même à la tangente entre théorie et pratique de la discipline historique.

Les historiens présents ne provenaient pas seulement de pays ou de contextes intellectuels et académiques très différents, mais couvraient une telle diversité de champs de spécialités et de périodes qu'il en résultait fréquemment une certaine confusion dans la communication et les interactions entre orateurs et auditeurs. Les chuchotements permanents de la traduction simultanée dans les casques à écouteurs transformaient le *Palacio de Congresos* en une sorte de Tour de Babel. Les longues séances, de neuf heures du matin au repas de midi, qui, selon la mode espagnole, n'est pas servi avant deux heures, étaient également loin de favoriser la concentration. De plus, toute une série d'orateurs prenaient la parole avant que ne s'ouvre la discussion avec le public.

Une remarque générale que de nombreux participants ont formulée, est que les questions et les thèmes qui étaient programmés pendant les sessions et les tables rondes étaient si généraux que cela

devait parfois conduire à un dialogue de sourds. Que rattache-t-on d'ailleurs à un sujet tel que "passé et présent, passé et avenir", pour nommer un des plus vagues titres de session. Il va de soi que ce genre de chose conduit à des discussions sans queue ni tête. Dans de nombreux cas, on passait moins de temps à discuter des thèmes et questions proposés par les organisateurs du congrès, qu'à remettre en question leur pertinence. L'intention n'était de toute façon pas d'arriver à des conclusions satisfaisantes ou à des réponses univoques, mais bien de créer un forum dans lequel différents schémas de pensée, positions ou points de vue étaient confrontés les uns aux autres au sein du débat.

La relation entre historiographie et théorie de l'histoire a elle aussi été naturellement évoquée dans de nombreuses tables rondes et sessions thématiques. Il est bien connu que les historiens préfèrent abandonner aux philosophes la réflexion théorique de leur discipline, comme si la théorie n'avait aucune implication sur la recherche et l'écriture historiques.

Il faut davantage remarquer dans le glissement d'intérêt vers lequel s'est engagée la recherche historique au cours de ce dernier quart de siècle, combien ce glissement peut être expliqué non pas à partir de la recherche, mais bien à partir de la réflexion théorique. Les thèmes traditionnels, politico-institutionnels ou économique-quantitatifs, ont laissé la place à la vague de l'histoire des mentalités, de l'étude des sexes, de l'intérêt pour la relation 'pouvoir politique contre historiographie', de la conscience des a priori et des paradigmes, et du caractère construit de notre vision du passé.

De plus, dans la mesure où, au cours de cette dernière décennie, la théorie de

l'histoire est influencée par le postmodernisme, la connaissance que les historiens produisent est elle-même mise en question. D'une pure théorie de la connaissance, que l'histoire en tant que science essayait de légitimer, la théorie de l'histoire a évolué dans la direction de la théorie littéraire et de l'esthétique. La quête de la vérité historique et de l'idéal d'objectivité, l'aspiration à une vision homogène du passé, la césure aiguë entre fait et fiction, sont ainsi délaissées comme des attitudes désuètes. De ce fait s'ouvre un tout nouveau terrain pour la théorie de l'histoire : le fossé infranchissable entre présent et passé, la fragmentation et la distorsion dans la constitution de l'image historique, l'intérêt pour la représentation, les stratégies narratives et rhétoriques dans la construction du passé, etc. Bien qu'il ne s'agissait pas d'un congrès de philosophes ou de théoriciens de l'histoire, cette thématique n'en est pas moins restée centrale, conformément aux attentes des organisateurs. Lors de sessions aux titres tels que "*History and discourse, narrative and fiction*", "*Postmodernity, History and New Enlightenment*", "*Mentality, otherness and multiculturalism*", "*Is History still a science ?*", il était facile de deviner quels défis ces questions impliquaient, aussi bien pour la recherche que la théorie, l'enseignement de l'histoire et la fonction de création d'une image du passé dans la société.

De par ce nom *Historia a Debate*, les organisateurs semblent vouloir insister sur le fait que la conscience historique et la connaissance du passé en ces temps postmodernes n'apparaît jamais comme le résultat d'un débat entre historiens, mais est inhérente au débat lui-même, suivant en cela l'aphorisme

présentant l'histoire comme "discussion sans fin" (Pieter Geyl). C'est dans la confrontation de points de vue et d'interprétations inconciliables que le passé se manifeste dans toute son opacité, son obscurité, son impénétrabilité, comme la dimension inexprimée et invisible de toutes ces interprétations.

Les actes de ce congrès seront publiés durant l'année à venir. Outre la perspective des futures conférences *Historia a Debate* dans quatre à cinq ans pendant la *Xacobeo*, les organisateurs veulent lancer un périodique du même nom, qui doit offrir un forum pluridisciplinaire permanent pour les historiens et les philosophes de l'histoire.

Willem Erauw

Pour plus d'informations au sujet de *Historia a Debate* : <http://www.h-debate.com>.



Jacques SOMMER,
"Le rêve du prisonnier de guerre sur son grabat",
Stalag IA, Tilsit.

Le gouvernement belge à Sauveterre de Guyenne (juin 40)

Du 25 au 28 juin 1940, le gouvernement belge tint quatre séances dans une salle désaffectée située sur la place de Sauveterre de Guyenne, une charmante bastide de l'Entre-Deux-Mers, à une cinquantaine de kilomètres de Bordeaux. Depuis le 16 juin, pour dégorger la ville portuaire surencombrée, les autorités françaises avaient attribué ce lieu d'installation aux ministres belges, mais ceux-ci s'y étaient accrochés quelques jours encore, le temps de réagir comme on le sait à l'armistice demandé par **Pétain**. De même, la population réfugiée, à l'exception des Services publics, recevait l'ordre de quitter plusieurs cantons de Gironde.

Le 23 juin, deux ministres, **Soudan** et **Balthazar** découvraient Sauveterre, mais le gouvernement n'y tint séance véritable que le 25 juin, pour une première réunion dont il n'existe pas de procès verbal. Le 26 juin une séance les rassembla un quart d'heure et le lendemain à 11 heures, ils tinrent un Conseil *d'une* heure. Mais déjà les Allemands étaient aux portes de la ville, si bien qu'après une réunion d'un quart d'heure le lendemain matin, ils émigrèrent à nouveau pour se rassembler à 15h30 à Pellegrue, à une dizaine de kilomètres. Trois jours après, ils étaient à Vichy.

Les décisions prises à Sauveterre ne firent que confirmer les options prises à Bordeaux, tout en refusant tout contact direct avec les troupes allemandes. Il reste donc

pour l'histoire un élément pittoresque dans une épopée tragique, décrit avec humour par **Paul Henri Spaak** et **Camille Gutt** dans leurs *Télemémoires*. Demeure également dans la région le souvenir très vif de la présence belge, qu'il m'a été possible de tester à l'occasion du Septième colloque du Comité de liaison de l'Entre-Deux-Mers organisé à Sauveterre en septembre dernier et consacré à l'Entre-Deux-Mers et son identité. Présentant le récit de ces journées sur base des quelques souvenirs et travaux existants ¹, ainsi que les PV du Conseil des Ministres, j'ai pu recueillir encore quelques récits et demandes de renseignements (voir encadré), mais surtout, un album de photos inédites prises par Monsieur **Chauvet**, alors adolescent. Celles-ci mettent en scène la place centrale de Sauveterre occupée successivement par les Belges (dont les ministres), les Français défaits, les occupants allemands et en fin les libérateurs, vraisemblablement des résistants français.

Nous en donnons ci-après une sélection qui traverse toute la période. On y reconnaîtra le Premier Ministre **Hubert Pierlot** en conversation avec un officier belge, (le Ministre **Denis** ?).

Que Monsieur Chauvet soit ici remercié une fois encore de la confiance témoignée par le prêt de son précieux album, dont le contenu est aujourd'hui scanné et fait partie des collections du Centre.

José Gotovitch

¹ Principalement J. GOTOVITCH & J. GÉRARD LIBOIS, *L'An 40. La Belgique occupée*, Bruxelles 1971; H.-F. VAN AAL, *Télemémoires*, Bruxelles 1971; Jean VANWELKENHUYZEN & Jacques DUMONT, *1940, Le Grand Exode*, Bruxelles, 1983; Jean STENGERS, *Léopold III et le gouvernement, les deux politiques belges de 1940*, Bruxelles, 1980; Herman VAN GOETHEM, *August De Schryver, oorlogsdagboeken 1940*, Tiel, 1998.



*Arrivée des Belges,
juin 1940.*



*Réfugiés
belges.*



*Hubert Pierlot
avec un officier.*

*Troupes
françaises dans
la débacle de
juin 1940.*



*Un des premiers
contingents allemands
ayant occupé
Sauveterre.*

*Libération par les
Américains.*



Appel

Plusieurs “Sauveterrois” nous ont demandé de lancer un appel pour retrouver des Belges hébergés dans leur famille :

Monsieur **Michel Robine**, professeur à l'Université de Bordeaux, cherche à retrouver la trace de deux officiers et leurs soldats hébergés en juin 1940 à Bois Leburthe, Chemin Naudet, à 33170 GRADIGNAN.

Madame **Girona**, 33190 à CAMIRAN, croit savoir que ses parents ont hébergé un ministre belge, mais ignore son identité.

La famille **Barde**, a hébergé à RUCH un groupe de “personnalités belges” dont la photo est jointe mais dont nous ignorons les noms.



*Un important colloque consacré au Limbourg néerlandais **

Le 8 octobre 1999, le *Sociaal Historisch Centrum Limburg (SHCL)* organisait un symposium sur le thème de la modernisation et de la capacité du Limbourg néerlandais à se réaliser au cours du siècle passé. Ce Centre, créé il y a cinquante ans dans le giron du pilier catholique, est désormais l'une des institutions de recherche et de documentation d'histoire régionale rattachée à l'université de Maastricht et, plus précisément, à la Faculté des sciences de la culture.

Diverses contributions présentées lors de ce symposium avaient pour thème la question de savoir comment le Limbourg avait réussi à moderniser son économie, surtout suite à l'exploitation minière et à conserver, dans une large mesure, sa cohésion sociale. Dans cette optique, ont été abordées les questions de l'identité limbourgeoise, de sa construction et de ses oppositions internes, la place du Limbourg dans la société et l'Etat néerlandais ainsi que les caractéristiques de type colonial du développement économique limbourgeois et de sa prise en charge par les autorités.

Dans sa communication traitant de la mise en place d'une tradition de la profession de mineur, **J. Perry** a épinglé l'importance de la Seconde Guerre mondiale en tant que césure. Durant les dix premières années qui ont suivi la fin de la guerre, on a œuvré à l'établissement

d'une "tradition" du travail minier pour donner plus d'attrait à cette activité. La continuité est essentielle au cours de cette période : le travail des mines a été utilisé comme partie intégrante de la tradition et de la culture limbourgeoises.

Diverses contributions ont mis en valeur le fait que l'histoire limbourgeoise se démarque de la "norme néerlandaise" mais ne constitue cependant pas une exception dans une perspective internationale. Une série de phénomènes et de modèles qui, selon les normes néerlandaises, apparaissent donc comme "typiquement limbourgeois" et spécifiques se retrouvent également dans les régions autour d'Aix et dans le Limbourg belge. Une des conclusions de ce symposium est dès lors qu'il serait souhaitable de davantage envisager l'histoire régionale du Limbourg dans une perspective comparatiste internationale.

Tel était également le message du nouveau professeur d'"histoire économique et sociale du Limbourg et des régions avoisinantes", **Ad Knotter**, par ailleurs directeur du Centre ayant organisé le symposium. Sa leçon inaugurale avait pour thème "associabilité" et "sous-classe" dans les années cinquante¹. Le professeur Knotter a expliqué comment à partir de la fin des années 40, des sociologues d'obédience catholique ont analysé et forgé la problématique de ce

* "Maakbaar Limburg 1900-2000. De constructie van een samenleving in een eeuw van uitersten".

¹ A. KNOTTER, *Rondom de Stokstraat. 'Onmaatschappelijkheid' en 'Onderklasse' in de jaren vijftig*, Maastricht, 1999.

que l'on a coutume d'appeler l'associabilité dans le Limbourg néerlandais. L'associabilité renvoyait à la notion de comportement inadapté des classes sociales inférieures dans une période de modernisation économique et sociale accélérée, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'existence d'un groupe d'"inadaptés pauvres" a été de plus en plus perçue comme un problème. Les causes de cette situation ont été recherchées et on a œuvré à la recherche de solutions par le biais du travail social. Dans ce processus, ces sociologues catholiques ont joué un rôle majeur. Leurs analyses étaient également basées sur des prémisses morales. Le retard social des groupes en question n'était pas tellement dû à des facteurs structurels mais bien à leur manque de conscience morale et religieuse, de telle sorte qu'une sous-culture spécifique de la pauvreté avait vu le jour et que la pauvreté était

transmise de génération en génération. Ad Knotter a soumis cette approche moralisante en faisant un usage critique d'un cadre conceptuel socio-historique qui met fortement l'accent sur des déterminants d'ordre économique et sur l'influence du marché du travail. Pour ce faire, il a pris comme référence ses propres recherches portant sur le marché du travail à Amsterdam au cours de la seconde moitié du siècle dernier. Il en ressortait que, contrairement à ce que pensaient les sociologues catholiques, la pauvreté était bien moins un phénomène transcendant les générations. Lorsque le marché du travail exerçait son pouvoir d'attraction et que les circonstances économiques s'amélioraient, le nombre d'associés régressait. Dans l'avenir, le Centre limbourgeois mettra l'accent sur de telles problématiques de recherches en étudiant les rapports sociaux dans leurs relations mutuelles.

Dirk Luyten

*Georges REYNAERT,
"Il n'y a pas de paravent, on fait sans",
prison de Mons, 13.V.1944.*



*Le Renseignement radio au cours de la guerre froide **

L'espionnage, les pratiques en matière d'écoute, les activités des "services secrets", autant de sujets qui frappent les imaginations. Ce n'est dès lors pas un hasard si ce domaine a rapidement suscité l'intérêt des journalistes d'investigation. De même, les historiens s'occupent de plus en plus de ce thème. La *Netherlands Intelligence Studies Association (NISA)* (voir la contribution d'**Etienne Verhoeyen** dans ce même numéro) veut jouer un rôle stimulant en la matière. Le 27 novembre dernier, elle a organisé une conférence internationale à Amsterdam sur une branche spécifique de l'histoire de l'espionnage : le *Sigint* ou *Signals Intelligence*. Le *Sigint* s'oppose en fait au *Humint* ou "human intelligence" et concerne l'interception de messages transmis par radio, par satellites de télécommunication etc... et leur décodage.

Par diverses contributions, des spécialistes ont fait le bilan des activités des services spéciaux chargés de *Sigint* en Occident au cours de la guerre froide. L'accent portait sur le monde anglo-saxon (Etats-Unis, Grande-Bretagne), l'Allemagne, les Pays-Bas et la Scandinavie. Le monde latin n'était pas représenté. **W. Platje** qui travaillait comme officier "*Sigint*" en Indonésie a développé le rôle joué par ces activités durant le conflit qui a opposé les Pays-Bas à l'Indonésie.

Sur base des différentes contributions, il est apparu combien le *Sigint* avait investi dans la collecte d'informations fiables concernant les militaires et les hommes politiques. Entre 1945 et 1960, il constituait pour les services de renseignements

aux Etats-Unis la seule source d'informations fiables pour tout le fonctionnement interne de l'Union soviétique. C'était essentiellement en Europe de l'Est que l'on écoutait 'l'ennemi', mais la circulation radio des Etats alliés était également suivie. Le *Sigint* n'avait pas seulement un objectif militaire. **C. Wiebes** a épinglé dans sa communication portant sur le *Sigint* aux Pays-Bas, que les informations ainsi recueillies étaient également utilisées pour la défense des intérêts économiques nationaux. De même, en Allemagne, l'information transmise via le *Sigint* était aussi utilisée pour permettre aux entreprises nationales de proposer des prix inférieurs dans le cadre d'appels d'offre internationaux. Le *Sigint* était également un instrument en matière de politique intérieure.

Plusieurs intervenants ont signalé que les recherches relatives au *Sigint* avaient débuté tardivement. Deux raisons à cette situation ont été pointées : d'une part, le caractère 'technique' de ce domaine de recherche et d'autre part l'inaccessibilité des archives. Ce n'est que lorsque qu'un nombre suffisant de documents ont été 'déclassés' que les recherches ont pu commencer. Au cours de la discussion, on a insisté sur le fait qu'il ne suffisait pas de décréter l'ouverture de principe des fonds. Les autorités doivent également mettre les moyens suffisants, sur le plan matériel et humain, pour permettre l'accès à la masse d'archives générées par les activités de *Sigint*. Le caractère parfois problématique de l'ouverture des archives a été bien illustré par les péripéties vécues par les chercheurs néerlandais travaillant dans le domaine des services de renseignements.

Dirk Luyten

* "The Importance of Sigint in Western Europe during the Cold War", conférence d'Amsterdam, 27.XI.1999

L'histoire de l'espionnage aux Pays-Bas

Entre secret et accessibilité

Lorsque l'on aborde la question de l'accessibilité de l'administration, nous sommes plus d'une fois tentés de prendre pour exemple nos voisins du Nord chez qui nous croyons voir une ouverture bien plus grande. Cette réputation a pourtant du plomb dans l'aile ces dernières années suite à une série d'affaires. Les historiens belges veulent continuer à croire qu'il serait plus facile de consulter des archives publiques aux Pays-Bas. Sur base du dernier livre de **Bob de Graaff** et de **Cees Wiebes** sur l'histoire du service de renseignements extérieurs néerlandais (*IDB*), il apparaît que la réalité est quelque peu différente ¹.

Bob De Graaff est l'un des historiens qui, en collaboration avec le politologue Cees Wiebes, s'est focalisé depuis le milieu des années 1980 sur les recherches concernant l'histoire des services de renseignements et de sécurité aux Pays-Bas. Avant cet ouvrage monumental sur les services de renseignements, De Graaff avait publié, avec **Lidwien Marcus**, une étude sur les femmes dans la résistance néerlandaise, les résultats des recherches pointues sur le rôle et l'action de l'agent double **Christiaan Lindemans** ("King Kong"), une étude approfondie sur l'aide aux pilotes aux Pays-Bas et, en collaboration avec Cees Wiebes, un ouvrage remar-

quable sur un service de renseignements privé au cours de la guerre froide ².

En 1991, De Graaf et Wiebes ont été les principaux initiateurs de la création de la *Netherlands Intelligence Studies Association (NISA)*. Des recherches portant sur l'histoire des services de renseignements autochtones paraissaient possibles après que le Conseil d'Etat des Pays-Bas en 1986, à l'occasion de la énième résurgence de l'"affaire King Kong", ait décidé que les dossiers de ce service ne tombaient pas par définition en dehors du ressort de la loi sur l'accessibilité de l'administration (*Wet Openbaarheid van Bestuur*). De ce fait, les historiens pouvaient espérer consulter certaines pièces. Cet accès a d'ailleurs été permis, dans une mesure limitée. La création de la *NISA* est allée de pair avec la publication d'un bulletin trimestriel, *Nisa-Nieuwsbrief* qui reprend des informations sur les services intérieurs et extérieurs, des recensions, des listes bibliographiques, des articles ainsi que des informations sur l'accessibilité d'archives qui peuvent être d'un intérêt capital pour l'historien. Il semble que le préjugé a également été surmonté dans les milieux académiques qui considéraient que l'histoire de l'espionnage n'était pas gratifiante sur le plan historique. Ce qui est en outre très réjouissant, c'est que des gens issus

¹ Bob DE GRAAFF & Cees WIEBES, *Villa Meerheze. De geschiedenis van de Inlichtingendienst Buitenland*, Den Haag, SDU Uitgevers, 1998, 353 p.

² *Kinderwagens en corsetten. Een onderzoek naar de sociale achtergrond en de rol van vrouwen in het verzet*, Amsterdam, Bert Bakker, 1980; *Gladio der vrije jongens. Een particuliere geheime dienst in Koude Oorlogstijd*, SDU Uitgevers, 1992; *Spion in de tuin. King Kong voor en na zijn dood*, SDU Uitgevers, 1997; *Schakels naar de vrijheid. Pilotenhulp in Nederland tijdens de Tweede Wereldoorlog*, SDU, Uitgevers, 1995.

des services mêmes participent aux activités de la *NISA* et attestent ainsi que les professionnels du domaine prennent conscience de l'intérêt historique des activités de leur service et de leurs archives. Depuis lors, d'autres publications ont vu le jour dans ce domaine : les deux parties d'une impressionnante étude encyclopédique de **Frans Kluiters** portant (en principe) sur tous les services de renseignements et de sécurité néerlandais d'hier et d'aujourd'hui³ ainsi qu'un historique du service de sécurité intérieur, rédigé par un collaborateur du service lui-même⁴.

Un problème subsiste cependant entre la nécessité du secret – une règle de base de tous les services secrets – et la volonté de rendre public et donc de publier. Cette question a émergé une fois encore lorsque Graaff et Wiebes estimaient, sur base de la législation en vigueur et de la jurisprudence, qu'ils pouvaient consulter les archives de l'*IDB*. De 1991 à 1995, il y eut controverse en la matière. Le ministère de l'Intérieur (*ministerie van Algemene Zaken*) dont dépendait l'*IDB* jusqu'à sa suspension en 1994 refusait toute consultation, interdisait à ses collaborateurs et anciens collaborateurs d'avoir des entretiens avec les chercheurs et menaçait même les auteurs de les accuser de révéler des secrets d'Etat. En 1995, ils ont finalement obtenu l'autorisation de consulter un certain nombre de pièces et de données. S'aidant des innombrables interviews et des documents tirés d'autres sources, de Graaff et Wiebes ont réussi à publier la première étude académique indépendante sur l'un des services secrets néerlandais. L'ouvrage très complet offre surtout à l'historien qui a des connaissances de base

de l'histoire récente des Pays-Bas, un aperçu clair du fonctionnement et de l'organisation de l'*IDB* qui peut être considéré comme une espèce de *CIA* à la néerlandaise. Le service a été fondé en 1946 sous la dénomination de "*Buitenlandse Inlichtingendienst*"; son existence n'a été reconnue publiquement par les autorités qu'au cours des années 1960. Les premiers collaborateurs de l'*IDB* ont été entraînés par leurs collègues britanniques. L'*IDB* a toujours entretenu de très bons contacts avec l'*Intelligence Service* et les autres services de renseignements occidentaux. Des contacts très particuliers se sont rapidement noués avec les services israéliens du fait du climat ouvertement pro-israélien au sein de l'*IDB* et dans de larges cercles du monde politique néerlandais. Ces relations très chaleureuses se sont quelque peu refroidies lorsqu'il est apparu que le *Mossad* avait, durant des années, disposé d'une taupe au sein de l'*IDB*. L'ouvrage contient également de précieuses informations sur le rôle important de l'*IDB* durant la guerre froide et sur la façon dont les autorités néerlandaises ont perçu le coup d'Etat de **Desi Bouterse** au Surinam en 1980. Bien qu'il ne faisait pas montre de beaucoup de sympathie pour Bouterse, le gouvernement n'était cependant pas disposé à coopérer avec les plans d'invasion américains dans son ancienne colonie même si l'*IDB* avait été quelque peu mêlé à l'un de ces plans. En ce qui concerne les opérations concrètes de l'*IDB*, les autorités néerlandaises ne souhaitent pas fournir d'informations mais les auteurs sont néanmoins parvenus, par d'autres canaux, à reconstituer une opération concrète. Il s'agit en l'occurrence de l'opération "Virgil" par laquelle un officier néerlandais de l'*IDB* a

³ Frans KLUITERS, *De Nederlandse inlichtingen- en veiligheidsdiensten*, SDU Uitgevers, 1993 (suppl. 1995). Cette étude propose également une première et intéressante présentation de l'*IDB*.

⁴ D. ENGELEN, *Geschiedenis van de Binnenlandse Veiligheidsdienst*, Den Haag, 1995. Engelen a également publié en 1996 une étude sur l'*IDB*.

durant des années réussi à obtenir de précieuses informations de **H. Roeslan Abdulgani** qui, après l'indépendance de l'Indonésie, a été successivement secrétaire général et ministre de l'Intérieur en Indonésie.

Lors de la préparation de leur ouvrage, de Graaff et Wiebes ont rapidement acquis la certitude qu'il avait été question au sein de l'*IDB* de destruction d'une partie de leurs archives car le Ministère de l'Intérieur estimait que les rapports de l'*IDB* "n'étaient pas suffisamment importants d'un point de vue historique pour être conservés"; La question de savoir comment des fonctionnaires et/ou des hommes politiques peuvent ou doivent procéder de cette façon n'est même pas posée. Les auteurs estimaient eux aussi, à juste titre, que les historiens ont leur mot à dire quand il s'agit de destruction potentielle d'archives historiques. Il en fallut du temps et des efforts et même quelques pieux mensonges pour que le gouvernement néerlandais reconnaisse que des archives de l'*IDB* avaient effectivement été détruites. Cette destruction était sans conteste en contravention avec la loi néerlandaise sur les archives et a débouché sur un conflit politique et un grand déballage sur la conservation et la destruction éventuelle d'archives, discussion à laquelle la *NISA* a participé activement.

Qu'en est-il chez nous des archives des services de renseignements et de sécurité ? En ce qui concerne la Sûreté militaire, nous ne savons rien. En ce qui concerne la Sûreté de l'Etat, **Chris De Stoop** a récemment signalé que le service avait effectivement commencé à "épurer" ses propres archives (trop volumineuses)⁵. Trois catégories sont définies : "à détruire", "à conserver", "à transmettre aux ar-

chives de l'Etat". Les archives de la Sûreté de l'Etat à Londres couvrant la période de guerre ont déjà été transmises au CEGES; le fond demeure en principe inaccessible au public. En 1994, des archives jugées sans intérêt ont été détruites en concertation avec les archives de l'Etat mais lors de son arrivée, l'actuel administrateur général a donné l'ordre de cesser les destructions. Toute "épuration" devra toujours se faire en concertation avec les archives de l'Etat.

Il arrive que des circonstances politiques conduisent, au grand désappointement des historiens ultérieurs, à la destruction d'archives. Cela a été le cas en mai-juin 1940 avec une partie des archives de la Sûreté de l'Etat dont on ne voulait pas qu'elles tombent entre les mains des Allemands. Il ne sera sans doute plus jamais possible de savoir avec exactitude ce qui a été détruit et où (en Belgique ou déjà en France). Sans doute y était-il question d'informations sensibles sur le plan politique par exemple sur des espions allemands et des Belges probablement mêlés à ces dossiers. Nous attendons toujours chez nous une étude scientifique sur ces services de renseignements et de sécurité. En ce qui concerne la Sûreté de l'Etat dans sa période londonienne, les recherches ont déjà commencé mais sur le fonctionnement des services en période de paix, il n'existe malheureusement que des publications dont la fiabilité est loin d'être la qualité première. Il n'est dès lors que plus réjouissant de constater que deux de nos voisins du Nord ont réussi à produire une impressionnante étude qui peut être considérée comme un jalon dans les recherches portant sur les *Intelligence communities*. Une plus grande ouverture en fin de compte ?

Etienne Verhoeyen

⁵ Chris DE STOOP, "Wij ruimen op. De dossiers van de staatsveiligheid", in *Knack*, 4.XI.1998, p. 22-26.

Séminaires

Programme 2000

Mercredi 16 février 2000

Marnix BEYEN (KUL),

Van alle tijden in de oorlogstijd het zwaarst beladen met geschiedenis'. De omgang met het nationale verleden in België en Nederland 1938-1947.

Mercredi 22 mars 2000

Stéphane AUDOIN-ROUZEAU (Université de Picardie-Jules Verne, Centre de Recherche de l'Historial de la Grande Guerre),

Pour une anthropologie du combattant au XXe siècle.

Mercredi 12 avril 2000

Lieven SAERENS (KADOC),

De Antwerpse politie en de jodenvervolging (1940-1942).

Jeudi 11 mai 2000

Jean-Louis JADOLLE (UCL),

Regard sur quelques milieux intellectuels catholiques progressistes en Belgique francophone (1945-1958).

Mercredi 7 juin 2000

Kenneth BERTRAMS (ULB),

Américanisation des élites socio-économiques en Belgique après la Seconde Guerre mondiale.

Les séminaires se déroulent à **14h.30 au Résidence Palace** (Fléchage à l'entrée), 155 rue de la Loi, à Bruxelles (Métro Schuman, sortie Résidence).

Pour information :

Ceges/Soma tél.: 02/287 48 11; fax: 02/287 47 10; e-mail: dirk.luyten@cegesoma.be

Cahiers d'Histoire du Temps présent, n° 6

Articles :

- Patrick PASTURE, *Kerk, natie en arbeidersklasse. Een essay over collectieve identificatie, in het bijzonder m.b.t. de (christelijke) arbeidersbeweging in België.*
- Cécile VANDERPELEN, *La plume et le bénitier. Les écrivains catholiques de langue française de la Belgique des années vingt.*
- Liesbet NYS, *De heldhaftige kermis van Jeanne De Bruyn. Een katholieke Vlaamse filmcritica voor en tijdens de Duitse bezetting.*
- Kristof CARREIN, *De Vlaamse Oostfronters. Sociaal profiel en wervingsverloop, november 1941-augustus 1944.*
- Kim OOSTERLINCK, *Les anticipations des marchés obligataires belges de 1939 à 1944. Contribution à l'étude des comportements des acteurs économiques en temps de guerre.*
- Andre HARDEWYN, *Een 'vergeten' generale repetitie. De Duitse oorlogsbelastingen tijdens de Eerste Wereldoorlog.*

Chronique :

- José GOTOVITCH, *Quelques questions sur notre métier.*
- Rudi VAN DOORSLAER, *Antwerpen: veel meer Amsterdam dan Parijs. De judeocide in België.*

Abonnements

Abonnements en Belgique (pour deux numéros, frais d'envoi compris): par virement de 1.200 BEF (29,7 €) au n° 000-0000159-62 du CEGES-SOMA avec la mention **CHTP, n°s...**



Abonnements étranger (pour deux numéros par année académique, frais d'envoi compris):

1/ en Europe par virement de 1.400 BEF (34,71 €) au n° 000-0000159-62 du CEGES-SOMA avec la mention **CHTP, n°s...** ou par eurochèque en francs belges pour le CEGES-SOMA, Résidence Palace, rue de la Loi 155/Bte 2 à B-1040 Bruxelles (Belgique), avec la mention **CHTP, n°s...**

2/ hors Europe par virement de 1.500 BEF (37,18 €) avec un mandat postal international pour le CEGES-SOMA, Résidence Palace, rue de la Loi 155/Bte 2 à B-1040 Bruxelles (Belgique), avec la mention **CHTP, n°s...**

Des **numéros séparés** peuvent être commandés de la même manière au prix de 800 BEF (19,83 •) (Belgique) et 900 BEF (22,31€) (étranger).